

ARCHIVES

DU DIOCÈSE

DE LUÇON

BULLETIN D'HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
ET D'ARCHEOLOGIE RELIGIEUSE

Paraissant tous les trois mois .

SOMMAIRE

- I.-II. — CHRONIQUES PAROISSIALES : Beauvoir-sur-Mer. — Chap. VI : La vie paroissiale. — Chap. VII : Notre-Dame de la Croisière 1772-1799.
- III. — Livre d'or du Clergé vendéen (suite).
- IV. — DICTIONNAIRE GÉOGRAPHIQUE ET TOPOGRAPHIQUE DU DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE, publié sous la direction du D^r J. Rousseau. Canton de la Roche-sur-Yon, par Y. du Guerny (suite).

LUÇON

IMPRIMERIE H. REZEAU

—
1961

Abonnement aux ARCHIVES

Prix de l'abonnement pour 1962 (payable d'avance)	6	NF
Etranger	6,50	NF
Le numéro	1,75	NF

Pour tout ce qui concerne administration, abonnements et publicité, s'adresser à M. le chanoine BUCHOU, Administrateur Evêché de Luçon (Vendée).

Pour les règlements, utiliser le C. C. P. Nantes 71.60, M. le Chancelier de l'Evêché, Luçon.

REDACTION

Pour tout ce qui concerne la rédaction, s'adresser à M. le chanoine BILLAUD, professeur, Institution Richelieu, La Roche-sur-Yon (Vendée).

fabrique le 14 vendémiaire an XII », lequel, très incomplet, ne mentionne que 60 journaux environ de terres et 480 aires de salines, dont il ne restait plus alors — le reste ayant été vendu ou attribué en dotation à la Légion d'Honneur par le Premier Consul (1) — que 23 journaux ou à peu près, répartis en trente-et-une parcelles (2), qui firent retour à la Fabrique, plus les *mazures* de la Vieille Cure et de la Vicairie (3).

De la soixantaine de rentes indiquées en 1785, trois seulement furent récupérées et estimées représenter un capital de 4.120 francs ; parmi celles-ci, la plus importante — 3.400 fr. — la rente dite des *Cabanes*, valant alors vingt double-décalitres de froment, quantité égale de fèves et dix kilogrammes de beurre, dont la Fabrique jouissait encore, si nos renseignements sont exacts, en 1906.

Certains terrains durent être aliénés pour les réparations et l'agrandissement de l'église. Mais la pratique des *fondations* de messes ou services religieux, assurés par des legs de terrains ou d'immeubles à l'Eglise, redevinrent en honneur après le Concordat. C'est ainsi que la Fabrique s'enrichit au cours du XIX^e siècle de deux maisons — Julie Grolleau, Place des Halles, décembre 1875, et Rue du Grand Four, 1873 —, de 2 hectares 75 de terres environ — les *Arnauds*, 1818 ; le *Foucrand*,

(1) On ne sait exactement l'importance des biens attribués à la Légion d'honneur. Des baux à ferme mentionnent le *Jardin de la Régenterie* (28 fructidor an XII), « 20 œillets de marais, appelés le *Grand Pré*, sis en cette commune et faisant partie de la dotation de la 12^e cohorte de la Légion d'honneur » (17 juillet 1806), et, sans autre précision, 1 ha 54 de terres labourables, 56 ares de pré, 26 œillets de marais et une demi-boisselée de terre... (10 prairial an XIII, 26 novembre 1807...).

(2) Le bail de 1785 comportait 63 articles. Il n'est pas facile d'identifier les parcelles recouvrées, à part le *Pré-Bonnet* (3 jx), les 5/4 de terre près le Corquillet et le *Pré des Saules*, près des Dolbelles (5 jx)... D'après les baux dont elles furent l'objet dans le courant du XIX^e siècle, c'étaient surtout des terres de Champ.

(3) Archives du Presbytère de Beauvoir.

1826 ; le *Cadoret*, 1872... — et de diverses rentes (M^{lles} Mignon...).

La Fabrique de Beauvoir possédait, au moment de la loi de Séparation, en 1905, 10 hectares 40 ares 38. De nouveau, ces biens furent mis sous séquestre et, pour la plupart, vendus ; en 1909, il ne restait plus que 2 ha 49 a 75 qui, vraisemblablement, ont dû être attribués au Bureau de Bienfaisance. On n'en trouve plus trace après 1914.

Le 14 décembre 1906, « avant l'expiration de son existence légale », le Conseil de Fabrique, composé alors de l'abbé Charpentreau, curé, Eugène Jageneau, président, Léopold Gallet, maire, Joseph Cultien, Pierre Dupont, Julien Rousseau et René Besseau, tenait au presbytère de Beauvoir son ultime séance.

La Fabrique avait définitivement cessé d'exister... Elle est remplacée, depuis lors, par un Conseil paroissial ou curial sans attributions légales. Par décision du pape Pie X, à dater de 1906, la grand'messe du premier dimanche de novembre fut, chaque année, une messe de *Requiem*, célébrée à l'intention des fidèles défunts privés de leurs fondations. Cette coutume s'est perpétuée pendant plus d'un demi-siècle, mais, depuis trois ou quatre ans, elle est tombée en désuétude. Ainsi vont les choses de ce monde...



LES ECOLES

On pourrait être tenté de croire que l'enseignement primaire est une des institutions de la Révolution : il n'en est rien et, bien longtemps avant 1789, il existait, presque dans chaque paroisse, des *petites écoles* pour l'instruction et l'éducation des enfants.

La *Vieille Ecole* de Beauvoir, mentionnée dès le XV^e siècle, se trouvait dans le quartier de la Croix-Blanche, exactement au nord d'un petit passage qui, longeant la Ructerie (maison Arnaud), faisait communiquer la place Saint-Philbert et la route de Fromentine. On ne sait quasiment rien d'elle, sinon qu'elle comportait une maison et un jardin ; elle a dû être délaissée au XVIII^e siècle pour la *Régenterie* ; dévastée et incendiée en 1794 par les colonnes infernales, elle fut vendue nationalement, du moins ce qui en restait, c'est-à-dire l'emplacement et les ruines, le 7 fructidor an V.

Les registres paroissiaux ont conservé les noms de nombreux *régents* : Pierre Soreau, régent de Beauvoir (20 janvier 1604) ; Pierre Paré, régent de ce lieu, qui épousa (17 septembre 1658) demoiselle Marie Neau ; Guillaume Bellon (30 octobre 1665) ; Léonard Bonneau (23 janvier 1685) ; Pierre Marquet, régent et chantre (6 octobre 1696), époux de Marguerite Bellon ; Vincent Gauvain, « M^{re} d'escolle et chantre, enterré dans l'église de ce lieu... le 17 septembre 1703 » ; Estienne Bonnet (1^{er} mars 1705) ; Delhêtre-Viau (30 juin 1723) ; Martin, prestre, régent (1728) ; Morineau, époux de dame Anne Lamizel (17 avril 1731) ; Maurice Rocher, époux de Vincente-Renée Hardouin (21 septembre 1744, 7 août 1748) ; Pierre Bignon (21 janvier 1750) ; Jean-Baptiste-François Robert (1757-1762) (1) ; « feu maître

(1) Baptême, 11 juin 1757, de Charles-Mathurin, fils de J.-B. François Robert, régent et chantre, et de Marguerite-Anne Morineau, son épouse.

Mariage, 26 octobre 1762, de J.-B. Robert, veuf, avec Marie-Catherine Chartier, fille de défunt René Chartier et de feu Marie-Louise Jodet, de cette paroisse.

Décédé « à la maison de l'école de cette ville », à l'âge de 34 ans, enterré au cimetière, 13 décembre 1762.

Jean Legeay, marchand et régent en son vivant de cette ville » (17 janvier 1769) ; Jean Chênais, maistre ès-artz (1765-1791) (1) ; Delaroche (1792).

*
**

Dans ce domaine, comme en bien d'autres, la Révolution fit table rase... Après les troubles, pendant plusieurs années, il n'y eut à Beauvoir ni instituteur ni institutrice (2). Vers l'an X, le citoyen Aubert, notaire, prit l'initiative de réunir quelques enfants pour leur enseigner le rudiment. Divers régents se succédèrent ensuite qui n'ont laissé aucun souvenir dans la population et dont on ignore même les noms, à part cependant ceux du « sieur Blandineau, instituteur et chanteur », cité en l'an XIII (3), et de César Hédelin, également instituteur, qui prit à bail, le 21 juin 1812, de la Fabrique, la maison de la *Vicairie*, près de l'église.

A cette époque (1812), les écoles de Beauvoir étaient organisées, celle des garçons sous la direction d'un régent « muni d'une autorisation provisoire de l'Académie de Poitiers », ainsi qu'il est dit plus loin — en l'espèce le dit sieur Hédelin — ; celle des filles, grâce à « deux institutrices agréées », les Dames de Chavagnes.

En 1813, une certaine dame Baugé, ayant ouvert chez elle une école primaire, où elle admettait les enfants des deux sexes, se vit contrainte de la fermer par arrêté du Maire en date du 7 juin :

(1) Originaire de la paroisse de Saint-Pierre-de-Courcite, au diocèse du Mans, épouse, 29 janvier 1765, Marie-Catherine Chartier, veuve de J.-B. Robert. Celle-ci mourut, âgée de 54 ans, le 15 mai 1787. Jean Chênais décéda lui-même le 3 mars 1791 :

« Le quatrième jour de mars 1791 a été inhumé par nous curé soussigné le corps du s^r Jean Chênais, régent de cette paroisse, en son vivant veuf de Marie-Catherine Chartier, son épouse, décédé d'hyer, âgé de soixante ans. Ont été témoins de la sépulture Pierre Bernard et Pierre Couteleau, qui ne signent.

Gergaud, curé ».

(2) Archives Vendée, L 199, 20 fructidor an VII.

(3) Minutes Blain, notaire, 11 messidor an XIII.

« Considérant

- 1° que toutes les lois et règlements défendent cette admission dans une même école d'enfants des deux sexes comme contraire aux bonnes mœurs ;
- 2° que nul n'a le droit d'enseigner sans être muni d'une autorisation de S. E. le grand-maître de l'Université ou des chefs d'une des Académies établies ;
- 3° qu'il existe dans cette commune un instituteur, muni d'une autorisation provisoire de l'Académie de Poitiers, et deux institutrices agréées par les autorités supérieure et locale ;
- 4° qu'il seroit contraire à toutes les lois et tous les règlements sur l'éducation et aux intérêts des instituteurs et institutrices dûment autorisés de permettre à des personnes non autorisées d'exercer ces fonctions ;

le Maire arrête :

Article 1^{er} : A dater de ce jour, la femme Baugé fermera son école et renverra ses élèves des deux sexes... ».

On trouve arrêté analogue à la date du 25 avril 1822, conçu dans les mêmes termes, relatif à un sieur Chevallier et à une demoiselle Girard, qui avaient pareillement, chacun de leur côté, ouvert une école mixte.

César-Victor Hédelin, époux de Renée Blanconnier, mourut en 1819, ne laissant d'autre héritier que son fils Claude-César, alors mineur, qui épousa lui-même Marie-Rose Guillet et fut successivement — et peut-être même à la fois — chapelier (1832), instituteur (1838), receveur-buraliste (1846) et secrétaire de Mairie (1850...). C'est à lui que l'on doit la conservation et le premier classement des vieilles archives communales. Les anciens se rappellent encore sa fille unique, Claudine Hédelin, vieille fille aussi dévote qu'originale, qui habitait Rue du Château-Gaillard et qui mourut subitement à l'église, pendant les Vêpres, le premier dimanche de juin 1912.

Parmi les successeurs de César Hédelin, les archives ont conservé les noms de Louis Remaud, qui lui succéda immédiatement (1819), de Louis Bardet (1822-1837) (1), René Cousin (1855)...

(1) Louis-François-Yves Bardet était originaire de la Sarthe — de nombreux Bardet, ses héritiers, vivaient à Sablé en 1837 — ; il avait épousé en premières noces une demoi-

Nous ne savons quel local abrita, jusqu'en 1837, les classes de garçons, car ce n'est qu'à cette époque que furent construits les bâtiments actuels, en même temps que l'ancienne Mairie.

L'école communale de garçons de Beauvoir continua d'être tenue par des laïcs jusqu'en 1877, où, après la retraite de M. Bonneau, les Frères de Saint-Gabriel en prirent la direction. Leur séjour y fut court : en 1881, ils durent se retirer lors des premières lois de laïcisation. Parmi les maîtres qui leur succédèrent, aucuns sans doute n'ont laissé sur leurs élèves empreinte plus marquée que M. Petit, qui demeura de longues années à la tête de l'école, et son successeur, M. Tétaut.

Cependant, dès janvier 1882, s'ouvrait une Ecole libre, sous la direction des Frères. Cette école, toujours très fréquentée, a connu des vicissitudes diverses. Ses directeurs les plus marquants ont été le Fr. Fridien, le Fr. Félix de Nole et, au moment de la sécularisation des religieux, le Fr. Marie de Montfort, que les générations actuelles ont plus connu sous le nom de Guillaume Artus. Originaire du Marais de Sallertaine, religieux zélé et mortifié, éducateur hors pair, M. Artus demeura à Beauvoir de 1902 à 1909, faisant de son école, tant par le nombre que par le succès de ses élèves, l'une des plus florissantes de la région. Après un séjour en Bretagne, à Pont-l'Abbé, il s'en revint diriger pendant de longues années l'école de Saint-Jean-de-Monts. Il mourut à la Maison-Mère des Frères, à Saint-Laurent-sur-Sèvre, le 28 avril 1933.

Depuis 1909, de nombreux directeurs se sont succédé à l'école libre de Beauvoir : MM. Glénisson, Billaud, Baraud... et, pendant un certain temps, les FF. Marianites.

selle Adélaïde Lombardel, elle-même d'origine champenoise (son neveu, Louis-Hyacinthe Lombardel, était en 1837 curé de Rouvres, dans l'Aube) et qui mourut en avril 1822. Bardet épousa en secondes noces (novembre 1827) Julie Lefort, veuve de Jean Dugast. Il mourut en juillet 1837. De son premier mariage, il avait eu un fils unique, Camille Bardet, qui, remplaçant au service militaire un nommé André Méchineau, de la Tenue-Barbier (acte du 16 mars 1831), mourut à Oran le 12 décembre 1833.



Au XVIII^e siècle, l'instruction des filles était confiée aux Sœurs de l'Union chrétienne de Luçon ; les archives paroissiales n'ont conservé les noms que de trois d'entre elles à Beauvoir, les sœurs Marie Drouin et Marie Basty (1738) (1), et la sœur Jeanne-Louise Perracheau (2).

C'est à l'hiver 1811-1812 que vinrent s'installer à Beauvoir les Filles du Verbe Incarné ou Ursulines de Chavagnes, fondées en 1802 par le R. P. Baudouin, dans une petite maison que leur avait préparée le curé lui-même. L'abbé Gergaud prenait, en effet, à bail pour neuf ans, le 28 septembre 1811, une maison située dans la Grand'Rue, appartenant à un sieur Jean Chevallier, brigadier de gendarmerie à Montaigu, pour servir d'école de filles. L'acte de bail permet de situer à peu près exactement cette maison, qui se trouvait accolée au chevet de l'église, car il était loisible au preneur « d'ouvrir une porte de communication du jardin avec le petit cimetière », à condition de la faire « fermer à ses frais à la fin du bail ».

Le Couvent de Beauvoir demeure l'une des fondations les plus anciennes de la Congrégation de Chavagnes, d'aucunes, antérieures, telles que Soullans, Bouin..., ayant disparu plus ou moins prématurément. Le 17 juillet 1817, l'évêque de La Rochelle, Mgr Paillou, sollicitant du gouvernement l'autorisation définitive de la Congrégation, citait, au nombre de leurs maisons, celles de Chavagnes, Fontenay-le-Comte, Normoutier, Beau-

(1) « Le dix avril 1738 a esté inhumée dans l'église de ce lieu le corps de Sœur Marie Drouin, de l'Union chrétienne de Luçon, âgée de cinquante ans ou environ, en présence de Sœur Marie Basty, aussi de l'Union chrétienne, toutes deux maîtresses d'école à Beauvoir ».

(2) « Le quatrième jour de mars 1785 a été inhumée par nous curé soussigné le corps de Jeanne-Louise Perracheau, Sœur de l'Union chrétienne, appliquée aux petites écoles, décédée d'hyer, âgée de... Ont été témoins de la sépulture Messire Jean-Louis Gourdon, vicaire, et le s^r Jean Chênais, régent, soussignés

(signé) Gourdon du Mêlier, ptre ; Chênais ; Gergaud, curé ».

voir, Challans, Soullans, Saint-Jean-de-Monts, Bouin, La Garnache, Montaigu, Saint-Fulgent, Les Sables-d'Olonne, Bourbon-Vendée et Luçon (1). Beauvoir, on le voit, vient en bon rang.

La Congrégation ne fut officiellement autorisée que le 28 mai 1826 par ordonnance de Charles X.

Les premières religieuses envoyées à Beauvoir furent la Mère Madeleine de Pazzi et la Sœur Saint-Régis ; la première ne devait y faire qu'un très court séjour, puisque, dès le 28 octobre 1812, âgée de 21 ans à peine, elle mourait à l'ombre de notre vieille église (2).

Le 3 mai 1812, le Conseil municipal, se félicitant de l'installation des Sœurs, disait à leur sujet : « Aux talents nécessaires aux personnes qui se chargent d'instruire la jeunesse de nos campagnes, ces Dames joignent des vertus qui deviennent rares de plus en plus et que les bons exemples peuvent seuls ranimer, et un louable désintéressement qui les a engagées à se charger de l'éducation gratuite de douze filles pauvres... ». Et encore, le 26 mai 1814 : « ... On ne peut donner que des éloges aux Dames Ursulines de Chavagnes pour les soins qu'elles donnent à l'éducation des jeunes personnes qui leur sont confiées... ».

En 1822, la Supérieure du Couvent de Beauvoir était la Mère Sainte-Anne, qui assistait, le 14 avril, au Chapitre général de la Congrégation, à Chavagnes, au cours duquel, celle-ci, sous la direction de Mgr Soyer, nouvellement promu au siège de Luçon restauré, devait prendre sa constitution définitive. Vingt-sept supérieures de Maisons filiales de Chavagnes entouraient la fondatrice, la Révérende Mère Saint-Benoît. La Mère Sainte-Anne fut désignée pour faire partie du Conseil de la Congrégation, qui comprenait douze membres.

La Maîtresse des novices était alors une jeune religieuse de grand talent, Mère Saint-Basile, originaire de Beauvoir : Marie-Victoire Maublanc y était née en effet

(1) Arch. Vendée, série V, Ursulines, I (an IX-1830).

(2) Marie Charbonnier, en religion s^r Madeleine de Pazzi, née à Nantes le 24 décembre 1791, avait pris l'habit le 15 avril 1809 et était venue à Beauvoir après un stage à Oléron.

le 3 juin 1791, fille de Jacques Maublanc et de Marie-Louise Bouvier qui, tous les deux, à cause de leur fidélité aux vieilles traditions, avaient passé quelques mois dans les geôles de Noirmoutier en 1794.

Elevée avec deux de ses sœurs par une tante, ancienne Ursuline, qui dirigeait un pensionnat à Rennes, Victoire Maublanc avait reçu une éducation soignée. Pour entrer à Chavagnes, elle dut triompher de mille obstacles, prit l'habit le 18 septembre 1812, avec le nom de Saint-Basile, et fit profession le 3 octobre de l'année suivante. On l'envoya successivement à l'hôpital de Saintes et au pensionnat d'Ance-nis. Elle devint en 1821 Maîtresse des novices, succédant à la Mère Sainte-Agnès dont elle était l'adjointe depuis 1817. Elle était encore Maîtresse des novices lorsqu'elle fut atteinte d'une maladie de langueur qui l'emporta, après de cruelles souffrances, le 31 juillet 1825, dans sa 34^e année.

La Mère Saint-Laurent, l'historiographe de la Congrégation, a fait d'elle ce délicat éloge : « Son caractère doux, égal, ses manières polies et engageantes, la faisaient aimer de ses supérieures et de ses compagnes. On découvrait, dans cette jeune personne, une solidité de jugement, une prudence et des qualités rares. Une piété solide, une charité ingénieuse pour cacher les défauts du prochain, un sentiment exquis de ses devoirs, en faisaient une religieuse modèle ».

C'est à elle que les Dames de Chavagnes doivent leur coiffure primitive. Mgr Soyer, après son élection au siège de Luçon, voulut réformer le costume des religieuses : « La difficile question du moment était l'adoption de la coiffure. M. l'abbé Affre (1) était de l'avis de la Mère Sainte-Angèle, qui opinait pour un bonnet noir dont elle faisait valoir l'économie. Monseigneur préférait le bonnet blanc : « Il faut faire l'essai de l'un et de l'autre », dit enfin Sa Grandeur. On plaça donc le bonnet noir sur la tête de la Mère Saint-Laurent. Aussitôt de tous côtés s'éleva un cri réprobateur. M. Affre convint que cette coiffure n'était pas faite pour toutes les figures, ni pour tous les âges. Le bonnet blanc, *placé sur la gentille tête de Mère Saint-Basile*, emporta tous les suffrages. Il fut décidé que ce mode de coiffure serait adopté ; il se trouva être du goût de ces dames Ursulines.

(1) Vicaire général de Luçon, futur archevêque de Paris, qui devait tomber sur les barricades en 1848.

Il fut aussi convenu que l'on porterait habituellement un voile » (1).

Se trouvant sans doute trop à l'étroit dans la Grand'Rue, les religieuses émigrèrent, à la Saint-Michel 1823, vers la *Grande Aire* : le 24 janvier précédent, « dames Marie Ferrand, S^r *Saint-Isaïe*, et Catherine Burgaud, S^r *Saint-Siméon*, supérieure et religieuse des dames institutrices de Beauvoir », avaient loué pour cinq ans « une portion de la maison dite la Caraillière... » (2). Elles devaient ensuite se transporter Rue Saint-Nicolas, d'abord dans une maison située du côté Nord puis, dès 1834 ou 1835, dans l'immeuble qu'elles occupent depuis lors, qui n'est autre que l'ancien presbytère de Beauvoir et qu'elles devaient acquérir un an ou deux plus tard. Le 26 mai 1836, dames Victoire Godard de la Bosterie, S^r *Saint-Césaire*, Marie-Jeanne Burgaud, S^r *Saint-Marc*, et Catherine Burgaud, S^r *Saint-Siméon*, achetaient de la veuve Dupleix-Dubreuil cette maison dont elles faisaient donation, le surlendemain 28 mai, à la Communauté de Chavagnes (3).

Jusqu'en 1885, leur école fut la seule école de filles de la commune ; les lois de laïcité déterminèrent la construction, à l'extrémité de la Grand'Rue, d'une école publique qui s'ouvrit le 22 décembre 1885.

(1) Cf. Abbé Ad. Poirier : *La Révérende Mère Saint-Benoît, Fondatrice et première Supérieure générale de l'Institut des Ursulines de Jésus*, Tours, Mame, 1914, pp. 382-383 ; d'après les archives de la Communauté de Chavagnes.

(2) Un document de 1824 — liste des établissements tenus par les Ursulines de Chavagnes — indique que l'école des filles de Beauvoir comptait alors 4 religieuses professes enseignantes, et 80 élèves, dont 11 payantes et 69 gratuites (cf. Abbé Poirier, *loc. cit.*, p. 522).

(3) Hyacinthe Juguet, notaire à Saint-Jean-de-Monts.

Le cadastre de Beauvoir indique comme propriétaires de la maison en 1837 Catherine Burgaud et sœur, religieuses ; ce n'est qu'en 1861 que la mutation fut faite au nom de Chavagnes.

Ces dames Burgaud, de Marconnay, sont nos arrière-grand'tantes maternelles. Marie-Jeanne Burgaud avait été baptisée à Beauvoir par l'abbé Gergaud, le 2 juin 1797, le lendemain de sa naissance.

Les Dames de Chavagnes n'ont pas démérité depuis tantôt un siècle et demi qu'elles président à l'éducation et à l'instruction de la majeure partie des filles de Beauvoir. Rappeler leurs mérites est chose vaine pour les familles qui les voient continuellement à l'œuvre. Certaines d'entre elles reposent dans le cimetière de Beauvoir, où il serait à souhaiter qu'un monument quelconque, croix ou simple plaque, commémorât leur souvenir : — Dame Victoire Godard de la Bosterie, *S^r Saint-Césaire*, Supérieure de la Communauté de Beauvoir, âgée de 55 ans, née à la Rochelle, décédée à Beauvoir le 12 décembre 1850 ; Dame Marie-Anne Sénéchault, en religion *S^r Saint-Nicéphore*, Supérieure, née à Thénac (D.-S.), âgée de 75 ans, décédée le 16 mars 1886, après 35 ans de séjour à Beauvoir ; *S^r Anne des Anges*, née Nancy Jaunay, décédée le 12 mars 1893 à 53 ans...

A ces noms, il faut ajouter ceux de *Mère Saint-Gustave* (M^{lle} Bossard) et *Mère Saint-Eudoxe* (M^{lle} Coutant), qui se trouvaient à Beauvoir au début du siècle et que les événements provoqués par la loi de Séparation ont contraintes de se séculariser et de s'exiler. Elles quittèrent Beauvoir à l'été 1905. Après un séjour de deux ans (1905-1907) dans le Midi — Cannes, Saint-Tropez — elles revinrent, M^{lle} Bossard à Orléans, où elle mourut dans les premiers jours de juin 1913, la Mère Eudoxe en Vendée, au Pensionnat Sainte-Ursule de Luçon d'abord, puis à la Maison-mère de Chavagnes où elle est décédée, âgée de 74 ans, le 27 août 1928, après 51 ans de vie religieuse.

Dirigée pendant quelque temps par les Sœurs des Sacrés-Cœurs de Mormaison — M^{lle} Pelard (1905-09) (1), M^{lle} Tessier —, l'école de Beauvoir a fait retour aux Dames de Chavagnes vers 1920 (M^{lles} Bathilde Souillard et Maria Gaboriau). Après une longue période de sécularisation, les Sœurs ont repris leur costume traditionnel en 1941, sous le gouvernement du Maréchal.

Pendant l'occupation allemande (1940-1944), l'Ecole libre des Filles étant devenue le siège de la *Komman-*

(1) Décédée à Mouilleron-en-Pareds le 25 juin 1917, à 58 ans.

dantur, il fallut disséminer les élèves en plusieurs locaux provisoires.

Rien de spécial ne distingue la grande maison du Couvent de ses voisines, si ce n'est sa Chapelle, en bordure de la rue Saint-Nicolas.



Depuis près de quatre-vingts ans, Beauvoir possède donc quatre écoles, publiques et libres, entre lesquelles se partagent les enfants de la commune.



LES ŒUVRES D'ASSISTANCE SOCIALE

Les collectivités n'ont pas attendu les lois modernes pour organiser les œuvres d'assistance et de secours aux miséreux, aux malades, aux déshérités de la vie. Non seulement, jadis, les grandes villes avaient leurs hôpitaux et leurs maisons de retraite, mais on trouvait les uns et les autres dans les plus petites cités.

Chaque paroisse avait sa *Confrérie de la Charité*, dont le directeur ou la présidente portait le beau titre de *père* ou *mère des pauvres*. Ce rôle était généralement dévolu aux membres des familles bourgeoises, qui tenaient à honneur de s'acquitter scrupuleusement de leur tâche de bienfaisance.

L'Hôpital

Dès le XVI^e siècle, au moins, Beauvoir possédait un hospice : en mars 1533, l'archidiacre Marchant, visitant la paroisse, fut reçu dans cet établissement, alors nouvellement construit, ou reconstruit — *in domo hospitii novi* —. Est-ce celui-ci, ou bien un autre, « l'hôpital de cette ville », dont il est question dans les registres paroissiaux et autres documents des XVII^e et XVIII^e siècles ? On ne sait ; on connaît seulement les noms de plusieurs *pensionnaires* qui y sont décédés, mais on n'a aucune donnée ni sur son fonctionnement, ni sur ses revenus.

D'après l'âge des défunts, ce devait être surtout un hospice de vieillards : Catherine Nau, 90 ans, † le 20 avril 1723 ; Catherine André, Vve Retureau, 50 ans, 27 juillet 1750 ; Marie Thibaud, 69 ans, 22 mars 1756 ; Pierre Vrignaud, 75 ans, 3 février 1762 ; Marie Manguy, 76 ans, 20 novembre 1762 ; Jeanne Lorteau, 70 ans, 24 novembre 1769 ; Elisabeth Musset, 76 ans, 9 juillet 1778... Cependant, on y rencontre également des jeunes, vraisemblablement infirmes ou malades, tels Pierre Glorieau, 18 ans, † 9 août 1761 ; Magdelaine Retureau, 18 ans aussi, † 2 avril 1771...

L'hôpital de Beauvoir traversa sans embûches les

années de guerre civile. Il est question, dans plusieurs actes des ans IX, X et XI de l'ère révolutionnaire, de « la maison dite hospice, contenant deux chambres et une ouche y joignant », avec cette mention : « les pauvres y logent ». En vertu de la loi du 4 ventôse an VIII, l'hospice se vit attribuer « ce qui restait des rentes dues à la Fabrique de la commune et aux communautés des ci-devant Trinitaires et Jacobins » (1). Les biens de l'ancienne Charité lui avaient été également dévolus. Les registres d'Etat-civil y mentionnent le décès, le 24 septembre 1813, de Marguerite Devis, Vve Chauvois, 82 ans, et, le 26 avril 1816, de Pierre Naud, âgé de 87 ans.

Une cause bien banale devait en amener la disparition : en 1837, le tracé de la route stratégique de Nantes à La Barre-de-Monts vint bouleverser son emplacement, prenant dix-huit ares de maison et jardin qui furent expropriés le 19 mai 1837. Le 29 juin suivant, le Conseil municipal mettait en adjudication la location de « la maison dite l'Hôpital actuellement en reconstruction, laquelle sera composée de deux chambres basses », le prix du loyer devant être employé à « payer le logement de malheureuses veuves ». La maison elle-même fut aliénée ultérieurement. On ne trouve plus mention ensuite de l'Hospice de Beauvoir, qui était situé aux environs de la Croix-Blanche, en bordure de la route de la Barre : le cadastre de 1830 l'indique sous les n° 1002-1003 de la section C.

En fait, donc, depuis 1837, Beauvoir ne possédait pas d'hospice. L'acquisition, en 1916, de la maison des Mathurins, vint combler cette déficience. Nulle propriété ne pouvait, mieux que celle-là, convenir à pareil établissement. En plus des souvenirs historiques qui s'y rattachent, il n'y a pas dans notre ville d'enclos plus agréable, ni plus tranquille, pour le repos des vieillards. Depuis sa fondation (1923), le nouvel Hospice est dirigé par les Dames Ursulines de Chavagnes. Les vieux bâtiments ont été aménagés et restaurés et abritent de nombreux pensionnaires des deux sexes de Beauvoir et des communes voisines.

(1) Lettre du Maire du 30 frimaire an X.



La Confrérie de la Charité

La Confrérie de la Charité remplissait jadis, avec autant de zèle et d'humanité sans doute, le rôle dévolu aujourd'hui au Bureau de Bienfaisance. La Charité de Beauvoir, d'institution très ancienne, possédait des biens dont on retrouve l'énumération dans plusieurs documents du XVIII^e siècle et qui, en majeure partie, provenaient de legs faits en 1714 par un homme de bien, Pierre Mesnardeau, s^r de l'Estang, procureur fiscal de la châellenie de Soullans.

Son testament, daté du 29 septembre 1714 (1) témoigne à la fois de sa piété, de sa générosité et aussi de sa situation aisée. Ses nombreuses libéralités s'étendent à plusieurs paroisses du Marais, parmi lesquelles Beauvoir tient une place de première importance.

Après diverses dispositions d'ordre surtout spirituel, par exemple la demande de « trois cents messes de Requiem à voix basse » à célébrer tant dans l'église paroissiale que dans l'église conventuelle des Jacobins, et l'attribution de divers dons à ce monastère qu'il paraît avoir affectionné particulièrement, il ajoute :

« Je donne et lègue aussi à la Charité de Beauvoir la tierce partie de mes domaines qui y sont situés, priant le procureur et la dame supérieure de la Charité d'en employer le prix en distribution de pain aux pauvres, à la charge de faire dire deux grandes messes à perpétuité l'une à l'autel du Rosaire, l'autre à l'autel de Notre-Dame de Pitié, et d'entretenir pendant trois ans deux cierges allumés, l'un devant la Passion et l'autre devant l'autel du Rosaire, les dimanches et festes seulement, pendant les offices, pour faire amende honorable de mes péchés... » (art. 16).

Ces libéralités ne laisseraient pas que de surprendre quelque peu si l'on ne savait que le testateur était originaire de Beauvoir ; nous avons eu la bonne fortune de retrouver, dans les registres paroissiaux, son acte de baptême :

(1) Publié in extenso par l'abbé Teillet dans le « *Cartulaire de Notre-Dame de Challans* », Vannes, Lafolye, 1895, pp. 115-118.

« *Pierre, filz de Maistre Pierre Mesnardeau, M^{re} apoticaire et de dame Marie Davy, conjointz, a esté baptisé par nous ptre recteur soubzsigné ce 30 septembre 1655. Le parrain a esté Maistre Jean Brunon, M^{re} apoticaire, et la mareine a esté damoiselle Yvonne de Rivaudeau de la paroisse de Saint-Gervais.*

(signé) *Louis de Rivaudeau — Brunon — R. Tardiveau — René de la Forest — Gazeau — Jean Thomas, ptre — Laydet — A. Coujard — Gascher — Dorion — Pairaudeau — Bareteau, recteur ».*

Pierre Mesnardeau était né de la veille, 29 septembre — son testament, du 29 septembre 1714, le dit « âgé de 59 ans de ce jour » —, sixième enfant de Maistre Pierre Mesnardeau et de dame Marie Davy. Les autres (1) n'ont sans doute pas vécu et lui-même mourut sans postérité, car il ne mentionne dans son testament aucune personne de sa famille et, ayant distribué ses biens en aumônes et fondations pieuses, il déclare que « s'il reste du surplus dans sa succession et... qu'il se trouve quelque parent pauvre même éloigné, il soit remis à chacun la somme de cent livres » (art. 24).

Maistre Pierre Mesnardeau, l'apothicaire, apparaît pour la première fois à Beauvoir le 11 mars 1627, époque à laquelle il n'était encore que stagiaire : « Pierre, filz d'honorable homme François Mesnardeau, apprentis cheuz hon. h. Jehan Denonvilliers, appoticq^{re}... ». Certains actes laissent supposer qu'il devait être originaire de Froidfond. Il épousa, en premières noces, demoiselle Charlotte Cottard, citée plusieurs fois comme marraine, en particulier les 15 janvier 1641 et 6 janvier 1645, et qui mourut le 27 février 1645. Il se remaria, avant juillet 1647, avec demoiselle Marie Davy, d'une vieille et importante famille maraîchaine, « veufve de feu Louis de Riziou, escuier, s^r de la Cuiterie » (2).

(1) *Pierre* (I), né le 13 novembre 1648 et qui eut pour parrain Messire Jacques Rivière, recteur de Sallertaine ; *Marie* (I), née le 29 janvier 1650 ; *Marie* (II), 15 février 1651 ; *Catherine*, née le 6 février 1652), parrain Messire Baptiste Bareteau, curé de Beauvoir ; *François*, 19 novembre 1653.

(2) Ainsi qu'en fait foi l'acte de sépulture, dans l'église de Beauvoir, le 14 juillet 1647, de « Marie de Riziou, fille de feu Louÿs de Riziou, escuier, s^r de la Cuiterie, et de da-

L'apothicaire tenait boutique dans la rue Saint-Nicolas, d'une part ou de l'autre de la « petite ruette qui conduit de la dicte ruhe de Saint Nicolas à Tartifume », qui séparait sa demeure de celle de Jean Bertrand, marchand (10 avril 1646), et vraisemblablement, si nos conjectures sont exactes, à l'emplacement de l'actuelle maison Gaborit-Deslandes.

C'est là que naquit le futur sieur de l'Etang qui semble bien, quant à lui, avoir passé la plus grande partie de sa vie à Challans, où on le trouve mentionné dès 1688 (1). En 1697-1700, il était procureur fiscal de la baronnie de Commequiers et, de plus, en 1701, fabriquer en charge de Challans (2). Enfin, son testament le dit procureur fiscal de la châtellenie de Soullans et son acte de décès lui donne le titre de *sindic perpétuel* de Challans.

C'est à Challans qu'il mourut et fut inhumé dans l'église, « au-dessous de son banc », selon son désir, le 21 septembre 1716 :

« Lundy vingt uniesme jour de septembre mil sept cent seize a été inhumé dans l'église de ce lieu le corps de Pierre Mesnardeau, s^r de l'Etang, syndic perpétuel de cette paroisse de Challans et cy devant procureur fiscal de cette dite paroisse, après avoir receu les sacremens nécessaires avec toutes les marques d'une piété chrétienne, la cérémonie de l'enterrement faite par vénérable et discrète personne Messire Pierre Viaud, ptre curé de Saint-Hilaire de Ryé, exécuteur testamentaire dudit sieur de l'Etang avec le Révérand Père Du Pont, prieur des Jacobins de Beauvoir, en presence des soussignez...

Corbin, curé de Challans ».

A défaut des messes qu'il avait demandées à *perpétuité* et que, depuis longtemps sans doute, personne ne songe plus à faire célébrer pour le repos de son âme, ne devons-nous pas une pensée et un hommage à ce

moiselle Marie Davy, apresent femme de M^{re} Pierre Mesnardeau, apothiquaire ».

(1) *Cartulaire de Challans*, p. 108.

(2) *Idem*, pp. 110-111 et 113-114, 24 février et 6 mars 1701.

bourgeois de chez nous qui demeure l'un des plus généreux bienfaiteurs des pauvres de Beauvoir ?

**

La « tierce partie des domaines » (1) de Maître Mesnardeau de l'Etang constitue encore de nos jours la majeure partie des possessions de l'Hôpital et du Bureau de Bienfaisance, héritier et continuateur de l'ancienne Charité de Beauvoir.

D'autres personnes charitables firent également dans la suite des legs — immeubles et rentes — à la Charité de Beauvoir ; la plupart sont restées anonymes ou oubliées... Cependant, dans son testament des 22 septembre 1730 et 26 avril 1741, M^{re} Jean-Baptiste Bernard, notaire et procureur, qui fut « inhumé et ensépulturé » sur sa demande expresse, le 1^{er} mai 1741, « dans la chapelle de la Sainte Vierge de l'esglise de Beauvoir, proche la balustrade à droite » où se trouvait l'enfeu de ses aïeux, donnait « à l'hospital de Beauvoir le tiers de (ses) biens propres non d'acquets, à la charge toutes fois que les directeurs des pauvres feront faire un service général à trois grandes messes annuel et perpétuel tous les ans en mesme saison » que son décès.

(1) On pense bien qu'il est impossible actuellement de dresser l'état des biens de Pierre Mesnardeau. Nous avons seulement trouvé, y relatifs, deux aveux de la fin du XVII^e siècle, rendus l'un au marquis de la Garnache, l'autre au seigneur du fief Flocellière. Le premier, daté du 27 février 1697, mentionne 3 jx de terre labourable, situés en fief du Sableau, compris entre le moulin Charruyau et la charaud de la Malchaussée ; le 6^e d'une tenue de 12 jx, la *Benastonne*, et la quarte partie d'une place de pré de 6 jx appelé le *Lain de Paux*, au quartier du Bout de Sac, « qui sont tous les domaines que je tiens et possède à ma connoissance dans les fiefs de votre marquisat de Beauvoir ». L'autre déclaration, du 25 novembre 1698, concerne un journal de terre, appelé les *Brejonays*, qu'il avait acquis le 1^{er} juin 1687, et deux autres journaux, les *Justices*, hérités de ses auteurs, « n'ayant d'autre tiltre de propriété d'iceulx que la possession immémoriale... ».

Ses autres propriétés, telles que les *Quatre-Vingts* et la *Fourche*, relevaient de fiefs différents.

On ne sait exactement en quoi consistait le legs de Maître Bernard ; l'énumération des biens et rentes de la Fabrique, le 24 juillet 1785, mentionne « une rente de 20 sous due à l'église par les pauvres sur trois journaux de terre légués à l'hôpital par feu Monsieur Bernard... ». Peut-être s'agit-il des trois journaux de Corquillet ou de la Vallée des Vignes, en fief de la Lande, mentionnés ci-dessous, sans indication d'origine, dans la liste des biens des pauvres ?

Le dimanche 24 juillet 1785, « noble homme Jean Duret, s^r de la Frandière, receveur de Mgr l'Amiral, demeurant ville et paroisse de Beauvoir-sur-Mer, au nom et comme directeur et procureur nommé pour la régie de la Charité de ce lieu », procédait « au devant de la grande porte et entrée principale de l'église paroissiale de Saint-Philbert, environ les trois heures après midy, la cloche sonnait à la manière accoutumée... », à l'adjudication à bail des biens de la Charité de Beauvoir, notamment de ceux donnés « par feu Maître Pierre Mesnardeau, s^r de l'Estang..., conformément aux intentions dudit feu sieur, bienfaiteur desdits pauvres, portées dans son testament olographe en date du 29 septembre 1714, déposé entre les mains de M^{re} Guillaume Daniau, notaire à Challans, par acte du 26 septembre 1716... ».

Ces biens consistaient en

1° 136 aires de marais sallants à la mode de Guérande, actuellement gâts, la *Tenue du Quatre-Vingt*, en Fief Girayre, proche le château ;

2° 3 journaux de pré, le *Quatre-Vingt* ;

3° 3 journaux de pré, la *Fourche*, même quartier ;

4° 1 journal de pré, le *Lain de Paux*, au Bout-de-Sac ;

5° 60 aires de marais et une charruye de terre, quartier des Blanches ;

6° 3 journaux de terre labourable à la Vallée des Vignes, Fief de la Lande (1).

(1) Suit un état des *Rentes* dues à la dite Charité :

35 livres par an sur une maison sise à l'Epois (Jean Gazou) ; 7 livres sur une maison de la Rue Pois-pain, tenant



A la Révolution, ces biens furent attribués à « *l'Hospicè civil* » de Beauvoir, et on en retrouve la liste dans un nouvel acte d'adjudication de l'an XI ; le tout fut affermé alors au sieur Lochard pour la somme annuelle de 338 livres.

Le Bureau de Bienfaisance en assumait peu après la gestion ; ils furent affermés encore les 28 mai 1807, 23 février 1817 et 6 mai 1827 ; ces actes ne mentionnent plus les marais salants alors asséchés, et les énumèrent ainsi : un journal de terre, la *Charruye du Four*, près les Blanches ; un journal de pré, le *Lin de Pau*, près la Niole ; sept journaux de prés en trois places se joignant, près le château, les *Girayres*, le *Quatre-Vingt* et la *Fourche* ; trois journaux de terre au Corquillet ; *l'Ouche de l'Hôpital*.

du midi à la dite rue, du nord à l'Ouche du Puy de la Porte ; 6 livres 13 sols 4 deniers sur une maison sise au devant des Halles, touchant du midi la Ruelle de l'église, du couchant au placitre de la dite église (h^{ers} Raguenier) ; 11 livres par les h^{ers} du feu sieur Angibaud de la Grand'-Noüe ; 13 livres 10 sols sur une maison de la Grand'Rue au chevet de l'église ; 6 livres et 2 chapons sur deux chambres Rue de la Croix-Blanche ; 8 livres par les Buor de Vairé sur 9 j^x de pré, la *Fillée*, p^{sse} de Châteauneuf...

Ces rentes n'ont pas disparu à la Révolution, ainsi qu'on pourrait le supposer ; elles sont encore citées en l'an XI, pour la plupart, avec quelques autres, provenant peut-être de la Fabrique ou des anciens monastères, par exemple 35 livres 13 sols, dûs par les h^{ers} Péinson, de Saint-Gervais... La plupart furent éteintes dans le cours du XIX^e siècle ou tombèrent en désuétude, faute de titres « perdus pendant la guerre de Vendée » : « Les débiteurs réclament l'exhibition de titres, écrivait le trésorier du Bureau de Bienfaisance, le 21 mai 1839, et on n'en a pas... », et il constatait amèrement : « On a continué le service de quelques-unes, mais celui de plusieurs a entièrement cessé ». Cependant, à la même époque, le sieur Praud de la Nicollière, propriétaire à Nantes, qui se trouvait débiteur d'une rente de 5 livres 10 sous tournois, proposait d'en amortir le capital et d'en payer les arrérages de vingt-et-un ans et neuf mois, soit 203 fr. 15 cs, règlement qui fut autorisé par le Préfet de la Vendée le 23 juin 1839.

Les Girayres et la Fourche, connus depuis fort longtemps sous le nom de *Pré des Pauvres*, ne font plus partie du patrimoine du Bureau de Bienfaisance ; ils ont été échangés tout récemment (1946) contre des prairies situées dans le marais de Sallertaîne (*l'Herbaudière*, 2 ha 40) et du Perrier (*la Terre du Querruy*, les deux journaux de la Jaulonnière, 2 ha 01), appartenant à l'Hôpital, dans le domaine duquel ils sont passés — ce qui ne change rien, sans doute, aux intentions du donateur —.

Mais d'autres biens sont échus depuis cent-cinquante ans au Bureau de Bienfaisance, provenant de divers legs — notamment Favreau (maison Rue de la Chapelle et un pré à la Rousselière, 1 ha 17 env.) — et surtout le reliquat des possessions de la Fabrique non aliénées en 1909 (le *Cadoret*, 78 a ; le *Calvaire*, le *Fief-Commun*, le *Marais de la Cure...*). Leur superficie totale à Beauvoir est actuellement de 11 hectares 17 ares 96.

De son côté, l'Hôpital, qui est un organisme indépendant et possède une gestion autonome, a reçu depuis sa formation de nombreux legs : ses possessions actuelles (1960) constituent en 36 ha 44 a 19 de terres et prés, répartis sur les communes de Beauvoir, de Saint-Gervais (*la Noue-Morin*, legs Rousteau), et de Sallertaîne (*la Foucaulderie*).

LES CIMETIÈRES DE BEAUVOIR

Sous les cyprès austères
Reposent nos vieux pères,
En attendant le doux sommeil des cieux...

.....
Celui qui meurt au village
N'est jamais tout à fait mort ;
Tous les matins, au passage,
Chacun l'embonjoure eneor...

Th. BOTREL.

Le cimetière communal actuel de Beauvoir est situé près des Mathurins, à l'extrémité orientale de la ville ; aucun document n'indique la date de sa création et ses origines restent enveloppées de mystère, mais il est incontestable que ce n'est là ni le premier ni le plus ancien cimetière chrétien de Beauvoir.

Celui-ci se trouvait à l'ombre de la vieille église Saint-Philbert, à l'emplacement connu depuis des siècles sous le nom de *Petit Cimetière*, et qui s'étendait au Sud de l'église. Suivant la coutume, après la fondation du Prieuré par saint Philbert vers 675-680, ce fut auprès du sanctuaire qui se groupèrent les tombes des habitants.

Après la construction de l'église Saint-Nicolas, au XI^e siècle, une nécropole se constitua à l'entour qui fut certainement, pendant longtemps, le cimetière paroissial : c'est vraisemblablement celui qui est mentionné en 1119, avec les églises, dans une Bulle du pape Calixte II : « ... *Ecclesias de Bellovidere cum cimiterio...* ».

Le cimetière primitif fut alors réservé aux moines du Prieuré sans doute jusqu'aux Guerres de Religion, à la suite desquelles celui-ci, ruiné par les Protestants, perdit son importance et ne fut plus qu'un simple bénéfice, n'obligeant même plus son titulaire à la résidence. On y enterra alors, et jusque vers le milieu du XVIII^e siècle, les petits enfants ; ce après quoi il fut totalement abandonné. Les vieux registres paroissiaux mentionnent de nombreuses sépultures d'enfants dans le Petit Ci-

metière : notons seulement, par curiosité, celle, le 7 juillet 1704, de « Marie-Anne, née par l'opération césarienne, fille de Jean Mestayer et de feu Marie Léchardeux, baptisée à l'église » ce même jour et décédée quelques instants après son baptême. Sa mère fut inhumée le lendemain dans le grand cimetière.

Le cimetière de Saint-Nicolas reçut les corps des fidèles pendant plusieurs siècles ; la construction de la route de Nantes à La Barre-de-Monts, en 1836, a révélé l'existence en ce lieu de nombreuses sépultures et on a trouvé encore naguère, à l'occasion de travaux de terrassement dans le quartier, de multiples ossements. Il est probable que c'est la ruine de l'église Saint-Nicolas, détruite par les Protestants à la fin du XVI^e siècle, qui entraîna l'abandon et la désaffectation du cimetière environnant.

Il y eut également, dans le passé, d'autres cimetières à Beauvoir ; les couvents des Trinitaires et des Dominicains avaient leurs nécropoles particulières où furent enterrés non seulement les religieux, mais encore leurs employés ou domestiques et des bourgeois de la ville, amis ou bienfaiteurs. Le cimetière des Trinitaires se trouvait dans la cour d'entrée actuelle de l'Hôpital, le long du mur méridional de la chapelle ; celui des Jacobins s'étendait au Sud et à l'Ouest de leur église, jusqu'aux abords immédiats de la route de Fromentine : on a encore trouvé des squelettes, il y a une vingtaine d'années, lors des travaux d'élargissement du carrefour de la petite rue qui va vers les Anglais.

Enfin, la paroisse de la Crosnière, ou Notre-Dame de Pé, fondée en 1772, possédait son cimetière particulier, qui existe toujours, bien que désaffecté, sur le bord de la route qui traverse le village, marqué par une Croix et le tombeau des fondateurs de l'île, les Jacobsen.



On ne peut qu'émettre des hypothèses quant à l'origine du cimetière actuel. A-t-il succédé au cimetière de Saint-Nicolas, ou a-t-il servi concomitamment avec celui-ci ? On ne sait. La première mention qu'on en

trouve est de 1627 : les registres paroissiaux rapportent que, le 11 juillet de cette année, le « cimettière de la Chappelle et l'église parroissiale de Sct Phillibert » fut « bénist et réconsilié » par Messire André Erard, curé de Beauvoir, à la suite de l'inhumation, dans l'enclos du dit cimettière, d'un certain nombre d' « hérétiques ». « La réconsiliation fust faicte solennellement avecq une procession... » et, la semaine précédente, « ung fossé » avait été « faict » pour marquer « la séparation du cimettière des hérétiques d'avecq celluy des catholicques... » (1).

La seule déduction certaine que l'on puisse faire de ce texte est que ce cimettière existait avant l'introduction du culte protestant à Beauvoir et que c'était alors le seul cimettière paroissial de la ville. Qu'il y en ait eu deux, l'un sans doute eût été laissé aux Réformés.

L'examen des lieux montre, en outre, que cette nécropole fut établie, sans aucun doute, sur un terrain dépendant à l'origine du couvent des Mathurins : il existe encore dans la partie occidentale les traces d'une porte cochère communiquant avec la cour du monastère. La

(1) « Le unzième jour de juillet Lan de grace mil six cens vingt et sept, jour de dimanche, le cimettière de la Chappelle et de l'Eglise parroissiale de Sct Phillibert de ce lieu de Beauvoir sur mer fust benist et reconsilié par moy messire André Erard, ptre notz apostolicqz curé recteur de la dicte eglise et paroisse susditte comme aiant lieu et pouvoir de Monsieur le grand vicayre de Monseigneur le reverend esvesque de Luçon et signé Jehan du Bois, ptre docteur en theologie, theologal et grand channoine de leglise cathedrale dudit Luçon, donné ledit pouvoir à Luçon le second jour de juillet an susdit, laquelle reconsiliation fust faicte solennellement avecq la procession ainsy... Et la semaine au paravant la separation du cimettière des hereticques fust separe d'avecq celluy des catholicques par ung fossé faict. Dont la ditte reconsiliation fust faicte a l'occasion des hereticques... qui avoient esté enseputures dans l'anclos dudit cimettière quy fust l'occasion et le coing dudit cimettière fut retransche pour les ditz hereticques.

« Faict par moy, messire André Erard ptre notz apostolicqz curé et recteur de ladite eglise les jour et an susditz.

signé : A. Erard ».

fondation de celui-ci remontant au début du XIII^e siècle, le cimetière ne saurait être plus ancien et il y a tout lieu de croire qu'il est beaucoup plus récent.

Les Trinitaires jouèrent-ils un rôle dans sa création ? La chose est possible et, en tout cas, la question vaut d'être posée, car ces religieux semblent avoir pris, vers le XIII^e ou XIV^e siècle, une part relative au ministère paroissial : un certain *Petrus Burellus* ou Pierre Bureau est indiqué, en 1380, comme *curé* de Sainte-Catherine de Beauvoir et, au siècle suivant, deux clercs, Jean de Maillot et Guillaume Ysoré (1473, 1485...), cumulèrent à la fois les charges de Prieur de Saint-Philbert de Beauvoir et de Ministre de Sainte-Catherine. Mais on ne peut, bien entendu, tirer de ces faits aucune conclusion certaine quant aux origines du cimetière.

D'autre part, les registres paroissiaux de sépultures ne remontent malheureusement qu'à l'année 1634 ; les actes les plus anciens portent indifféremment les formules suivantes : « enterré dans le cymetière de la Chapelle de Beauvoir-sur-mer », « dans le cymetière de la Chapelle et de la paroisse de Beauvoir », ou, plus simplement, « dans le grand cimetière » ou « dans le cimetière de la paroisse ».

Son nom lui vient d'une antique chapelle, dédiée à Notre-Dame de Recouvrance, de très ancienne fondation, qui s'élevait en cet endroit, à l'angle Nord-Est de l'enclos, disparue pendant la Révolution, et qui a laissé son nom à la petite rue voisine, la rue de la Chapelle. On ne sait rien non plus des origines de cet oratoire : « On y venait jadis, a noté le vénérable curé Soulet, prier pour les âmes les plus en peine du Purgatoire. Les temps malheureux de 1793 sont la cause de sa destruction... ». Cette chapelle devait être assez vaste, puisque certains actes lui donnent même le nom d'église (1), et que de nombreuses inhumations se firent dans son enceinte, des enfants, les petits Ju-

(1) « Françoise, fille d'h. h. Jacques Gascher, aagée d'environ unze mois, estant décédée, a esté inhumée en l'église du cimetière... ce 11^e jour de septembre 1684... ».

lien Faudry du Verdin (6 mai - 25 juillet 1684), Pierre Angibaud de la Morinière (14 septembre 1685 - 15 novembre 1686), Pierre Devineau, âgé de cinq ans environ (15 février 1703) et encore, le 12 novembre 1681, « Ldùise, fille de M^r Louis Baillon et de dame Marguerite Bethus, aagée d'environ 13 ans... », et même des adultes, notamment, le 17 août 1702, Messire Gabriel Buor, sgr du Pereau (1), le 24 juin 1710, « hon. h. Jean Robin, marchand », et, le 14 août 1759, « Maître Joseph Barreteau, notaire, greffier et syndic de cette ville », âgé de 59 ans, « inhumé dans la chapelle de Recouvrance, devant la porte du chœur... ». Il ne reste aucune trace de cette chapelle ; son emplacement est marqué par une croix de fonte fixée dans un socle massif de maçonnerie qui renferme une statue de la Vierge, érigée à la clôture des cérémonies (22 février) du Jubilé 1852.

Avant la Révolution, le cimetière avait un tout autre aspect que celui qu'il présente aujourd'hui. C'était un vaste champ « de quatre journaux environ », comprenant par conséquent le terrain voisin, où, à part celles de quelques bourgeois, rien ne distinguait les tombes du sol environnant, avec, peut-être, quelques rares monuments de pierre qui ont totalement disparu. L'herbe y poussait librement et les habitants de la ville pouvaient venir y étendre leur linge ; la Fabrique affermait régulièrement tous les six ans (2) « l'herbe du grand cimetière de ce lieu, pour la fauche seulement, à la charge par l'adjudicataire de laisser étendre le linge des habitants de Beauvoir », suivant la cou-

(1) « Messire Gabriel Buor, chevalier, seigneur du Pereau, dnt à Montaigne et estant à Beauvoir, convoqué p^r le ban et ariere ban y est tombé malade et estant décédé d'hyer a esté enterré avec les ceremonies ordineres dans la chapelle de cette paroisse de Beauvoir le 17 oust 1702 en presence de Messire Pierre François de la Varenne, chevalier, seigneur de Beaumanoir, et de Messire Pierre Mathurin de Cadavau, chevalier, seigr de Lépinay, convoqués aussy au ban et à l'ariere ban par ordre du Roy... ».

(2) La dernière fois le 24 juillet 1785 à Jacques-Louis-Joseph Lefebvre, de la Crosnière, pour la somme de 15 livres par an (Angibaud et Raguenier, notaires).

tume, « sans aucun dédommagement », et interdiction d'y « mettre paître aucuns chevaux, bestes à cornes, ni brebis ou autres animaux »...

**

Le cimetière de Beauvoir a été complètement restauré en 1900-1901 ; de nouvelles allées ont été tracées et les fêtes du Jubilé 1901 ont été couronnées par l'érection de la grande et belle croix de granit centrale. Renversée par l'ouragan du 21 décembre 1911, cette croix fut restaurée l'année suivante. M. le curé Blanchet avait eu l'idée de faire établir sous ce monument un caveau pour la sépulture des prêtres ; ce projet ne put être exécuté, mais on y a placé tous les ossements recueillis au cours des travaux de terrassement et, entre les pierres de la seconde assise du piédestal, les restes du vénérable curé André Gergaud (1777-1813). Le cimetière a été de nouveau restauré en 1941, l'extrémité Ouest aménagée, les murs d'enceinte reconstruits ou recrépis, les arbres et arbustes replantés.

Les tombeaux les plus anciens ne remontent pas en deçà du milieu du siècle dernier : Mme Vve Lochar, décédée à Nantes le 14 août 1853, dans sa 40^e année ; Jean-Bernard Gausseron, 84 ans, originaire de Toulouse et demeurant à Saint-Maixent (D.-S.), décédé à Beauvoir le 11 février 1864 ; Pierre Ferrand, juge de paix, mort à la Papinière le 26 avril 1866...

Sous l'ancien régime, les prêtres et de nombreuses familles bourgeoises avaient leur sépulture dans l'église (1) : les Angibaud de la Morinière, les Baillon, les Berthelot, les Brunon, les Thomasset du Pin, les Coindet,

(1) On ne saurait chiffrer, même approximativement, le nombre des défunts « ensépulturés » dans l'église de Beauvoir : il y en eut certainement des centaines depuis l'origine. Rien que pour les périodes 1634-1647 et 1675-1774 (registres existants), nous en avons compté plus de deux cents. On ne peut creuser le sol, en quelque endroit que ce soit, sans trouver des ossements. Aucune dalle funéraire ne marquait, en général, le lieu de l'inhumation : on se bornait à replacer le carrelage après la cérémonie.

les Denonvilliers, les Dorion, les Duvau, les Dugast des Nonneries, les Faudry du Verdin, les Gaudin, les Le Breton des Goronnières, les Mourain, les Paynot du Marais-Neuf, les Remigeaud... Tous ces bourgeois se montraient très jaloux et honorés de ce « droit d'enfeu ». Après l'édit de Louis XVI (1774), interdisant les inhumations dans les églises, devenues nombreuses au point de présenter un réel danger pour l'hygiène publique, leurs descendants furent enterrés dans le cimetière, de même que le dernier curé mort avant 1789, Claude Simonnet (14 novembre 1776).

La plupart des tombes sont très modestes et ornées d'une simple croix de fer ou de fonte. Cependant, depuis plusieurs lustres, le nombre des concessions a beaucoup augmenté et de nombreux monuments de granit ou de ciment, de même que trois chapelles funéraires, rompent la monotonie des tombes plates recouvertes de sable.

*
**

Les révolutions ont passé... Monastères et chapelles d'autrefois ont disparu, et combien de vieilles maisons ! et toutes ces grandes familles de jadis qui firent la cité et dont les noms hantent les pages de nos registres paroissiaux..., l'aspect même de nos quartiers s'est renouvelé...

Notre vieux cimetière a dû à sa situation excentrique de n'avoir point, comme tant d'autres, qui entouraient les églises au centre de l'agglomération, à être déplacé et désaffecté. Depuis des siècles, il reçoit les corps de nos aïeux comme, s'il plaît à Dieu, il recevra le nôtre et, pendant des siècles encore, ceux de nos enfants et arrière-petits-enfants... C'est là que nous dormirons, dans la paix du Christ, en attendant le grand Réveil, à l'ombre des vieux arbres des Mathurins, à travers lesquels on aperçoit le clocher, tandis que, de l'Occident, le vent de mer bercera notre repos...



Une paroisse éphémère

NOTRE-DAME DE LA CROSNIERE

1772-1799

Au XVIII^e siècle, le territoire de Beauvoir était bordé au Nord-Ouest, en avant des anciens rivages de la Malchaussée et des Chaudes-Rives, par une vaste plaine d'alluvion recouverte aux jours de hautes eaux seulement et séparée du continent par un large chenal appelé la Lasse. Ces alluvions paraissent s'être accolées à plusieurs noyaux sableux et coquilliers qui ont dû émerger des eaux longtemps avant les terres environnantes, le Grand Pé, le Petit Pé, les Ministres (vulgairement le Menître), et autres. Le tout formait à l'époque un atterrissement de 200 hectares environ, connu sous le nom d'île de Pé ou de Crosnière : « Il s'est formé depuis peu d'années, écrivait en 1768 le chanoine Commart de Puylorson dans sa *Dissertation historique et topographique de l'Île de Noirmoutier* (1), une petite île appelée la Crosnière, — *area crescens*, un emplacement qui s'accroît—. Ce n'était d'abord qu'un banc de sable qui s'est accru par les élévations de la mer, qui accumule le sable et les boues limoneuses sur ces bancs élevés, qui ne couvrent point dans les petites marées, ces bancs demeurant alors à découvert. La surface se durcit, il y croît des herbes marines qui lient les sables et les boues mélangées que de plus hautes marées y apportent : ainsi se font ces comblements qui forment peu à peu des îlots. Celui-ci est vis-à-vis Barbâtre, plus qu'à demi canal et plus proche de la terre de Beauvoir que de celle de Noirmoutier ».

Cet atterrissement n'avait pas tardé à exciter l'intérêt et la convoitise des seigneurs riverains, le duc de Villeroy, marquis de la Garnache et Beauvoir, et le prince de Condé, possesseur de Noirmoutier, qui, l'un

(1) Commart de Puylorson : Manuscrit de Nantes, p. 204.

et l'autre, adressèrent des mémoires au roi pour en revendiquer la propriété.

Si ce terrain était, à la vérité, plus proche des côtes poitevines, il en était toutefois séparé constamment par la Lasse, chenal profond de cinq à six brasses, tandis que de Barbâtre on pouvait y accéder à marée basse. Finalement, le prince de Condé, dont les officiers avaient, dès 1760, planté dans l'île un poteau à ses armes, obtint gain de cause : le 14 janvier 1766, Louis XV lui concédait la possession de la Crosnière pour être jointe à sa seigneurie de Noirmoutier.

Le prince en transmet aussitôt la propriété, le 25 avril de cette même année, par acte passé par devant Maréchal, notaire à Paris, à Corneil-Ghislain Jacobsen, négociant à Noirmoutier, et à Jacques-Augustin Joly du Berceau, enseigne de vaisseau de la Compagnie des Indes.

L'aliénation était faite à raison d'un accensement d'un sol par boisselée — on en avait compté 1355 — et les acquéreurs s'obligeaient à renfermer le terrain de digues dans l'espace de six ans et à le mettre en valeur ; l'acte de vente leur concédait de plus la faculté d'enclore en outre les alluvions qui se formeraient en avant de la dite île pendant vingt ans et jusqu'à concurrence de 600 boisselées. Deux actes ultérieurs, des 1^{er} et 15 août 1775, devaient confirmer cette concession et l'étendre à tous les lais de mer adjacents futurs, sans limitation ni de temps ni d'étendue.

L'assèchement des lais de mer connaissait alors une vogue extraordinaire ; sur toute la côte et tout le long des rives du Dain, de nombreuses « prises » avaient été encloses au cours des XVII^e et XVIII^e siècles. Les bourgeois du Marais, les Mourain de Bourgneuf, les Luminais et les Pelletier de Bouin, les Musset de Saint-Gervais et autres s'y intéressaient fort. Jacques Musset se faisait adjuger, en 1763, 400 arpents de « retraites » ou « saletières vagues », sises en bordure du Dain, paroisse de Saint-Gervais (1) ; de même Mathurin-Charles

(1) Archives Nationales S. 7485 (Mémoire du Ministre des Trinitaires de Beauvoir).

Couthouis, négociant à Beauvoir, obtenait du Conseil d'Etat l'année suivante la concession d'un « terrain ou relai de mer situé près le port de la Barre de-Mont..., contenant environ de 30 à 35 arpens..., à la charge de payer au domaine de Sa Majesté un cens annuel et perpétuel d'un denier par arpent... » (1).

Les travaux de la Crosnière commencèrent en 1767 : une digue primitive de 6.000 mètres de pourtour fut établie autour de l'île, de même qu'un réseau de canaux pour assécher les terres : 399 arpents furent alors enclos, auxquels s'ajouta, en 1786-1787, une prise de 49 arpents et demi (2). Dès 1768, des colons s'y établissaient, qui seront, vingt ans plus tard, avec leurs familles, près de deux-cent-cinquante (3). En 1772, la paroisse de Notre-Dame-de-Pé ou de la Crosnière était fondée, dépendant de Noirmoutier.

Le chenal de la Lasse, qui entourait la prise et la séparait du continent, fut progressivement comblé par des atterrissements. Il n'en subsiste plus, depuis 1808, que les deux extrémités, devenues de minuscules étiers : au Nord, l'étereau de l'Eglise, aboutissant à l'Arche du même nom ; au Sud, un écour plus important qui a conservé le nom primitif, passe au Petit-Pont et va se joindre, près de son embouchure, à l'étier de la Cahouette.

L'histoire de la conquête de la Crosnière sur l'Océan est écrite sur son sol, lequel est coupé de nombreux talus plus ou moins écrêtés et qui ne sont autres que les anciennes digues opposées successivement à l'action des flots. Elles suivent deux directions principales, se coupant parfois à angle variable : elles sont parallèles d'une part à la mer et de l'autre aux étiers qui se réu-

(1) « Fait au Conseil d'Etat du Roy tenu à Versailles le 21 août 1764. Signé : de Vouigny. — Insinué à Beauvoir-sur-Mer le 6 mai 1765 pour duplicata. Signé : G. Maublanc ». (An. Soc. Em. Vendée, 1875, p. 86).

(2) Le dessèchement coûta 32.161 livres (Arch. Vendée, H., la Blanche, compte Mourain, fol. 110-111).

(3) En 1779, il y avait à la Crosnière 24 hommes mariés et 22 garçons bons pour la milice, ce qui permet d'évaluer la population d'alors à une centaine au moins d'habitants

nissent à la Pointe-aux-Herbes dont elles ont progressivement diminué la largeur.

Les endiguements se sont poursuivis sur la côte pendant tout le XIX^e siècle ; des centaines d'hectares ont été asséchés à Bouin et à Beauvoir (la Nourre, la Prise-Carré, le Polder de la Bouteille...) qui ont donné des terrains d'une extrême fertilité, garantis contre l'Océan par de hautes chaussées de pierre et de terre. Non que la mer n'ait parfois de furieux retours offensifs vers son ancien domaine : la chronique a conservé le souvenir de plusieurs raz-de-marée ; le 5 février 1811 et à l'hiver 1820, les digues furent renversées, la Crosnière recouverte de deux mètres d'eau, les récoltes détruites, plusieurs maisons emportées et un grand nombre de bœufs noyés. En 1838, encore, lors d'une grande marée, à la fin de février, la mer arrivait à hauteur des chaussées que l'on travaillait à renforcer et à exhausser dans les endroits qui paraissaient les plus vulnérables ; malgré tous les efforts, le 25 février au matin, la mer passa par dessus toute l'étendue des digues, et encore le lendemain, et de nouveau à la *maline* suivante, le 13 mars. Une grande quantité de terres et de prés fut recouverte par l'eau (terres Maubanc, Haranchipy, du Coudray, de l'Isle, Le Pot, Bourgault, Debourgues, Brossaud et autres) ; des mulons de sel furent également emportés à la Cahouette.

Plus récemment, nous avons vu les catastrophes de la Tresson, à Barbâtre, et de la Grande Prise de la Barre, en mars 1937, et le violent raz-de-marée du 16 novembre 1940 qui renversa toutes les digues de mer depuis le Collet jusqu'au Gois et dont les dégâts ne sont pas encore, bien loin de là, totalement réparés.



La Paroisse de Notre-Dame de la Crosnière

Rattachée pour le temporel à la seigneurie de Noirmoutier, il était normal que la Crosnière dépendît d'abord de Barbâtre, bien qu'elle en ait été séparée par le Gois, infiniment moins praticable et plus dangereux qu'il ne l'est de nos jours. La proximité relative de

PRETRES ETRANGERS AU DIOCESE EN 1791

Nous publions sous ce titre la notice de tous les prêtres ayant un rapport quelconque avec la Vendée à la période révolutionnaire. c'est-à-dire soit de naissance, soit de ministère comme cachés ou intrus.

ABAILARD (Pierre), né à Laurois (Hérault), en 1756. Prêtre en 1782. Vicaire de St-Porchaire (Vienne). Refuse le serment. Exilé en Guyanne, 1797. Curé des Landes-Génusson, 1803. Curé de Noire-terre (1806). de St-Mandé. Chanoine honoraire. Doyen des Trois-Moutiers. † 1852, à 96 ans.

ARDOUIN (Pierre-François), né le 15 septembre 1763. Vicaire à St-Médard (dioc. de La Rochelle). Déporté. Curé de Vix, 1802.

BAILLY (Pierre), né le 7 juin 1755. Prête le serment. Intrus de Sérigné (en 1797).

BALLARD, né à Fontenay-le-Comte. Frère du curé du Poiré-sur-Velluire. Curé du Pin (D.-S.). Refuse le serment. Petite Eglise. † 1810.

BARBOTIN (Louis), né à Fontenay-le-Comte, le 15 novembre 1762 (père tailleur de pierres). Prêtre le 19 décembre 1789. Vicaire à St-Georges-du-Puy-de-la-Garde. Refuse le serment. Aumônier de l'Armée vendéenne. Dessert Vezins. Prisonnier politique, 1802-1806. Curé de Chanteloup, d'Alonne. † le 29 juin 1848, à Ste-Gemme (D.-Sèvres).

BARRE. Vicaire de Chizé (Deux-Sèvres). Prête le serment. Curé intrus d'Angles (mai 1791). ?...

BASTARD. Curé intrus de la Boissière-des-Landes (1791), de Courdault. ?...

BAUDRY (Jean-Hyacinthe), né le 8 octobre 1759. Vicaire à Legé. Refuse le serment ; exilé en Espa-

gne. Curé de Montournais (1801). † le 3 septembre 1827.

BEAUFRETON (François), né à Gétigné, en 1733. Vicaire à Cugand. Chanoine de Clisson. Refuse le serment ; caché aux environs de Clisson ; reste vicaire de Gétigné. † le 31 juillet 1810.

BEAULIEU... ?... Dessert Montaigu en septembre 1796... ?...

BERAUD (Pierre-Gaspard). Vicaire à St-Pompain. Retiré à St-Maurice-des-Noues. Refuse le serment ; exilé en Espagne. † en Espagne.

BERAUD, de St-Maurice-des-Noues, oncle du précédent. Interné à Fontenay. † pendant la Révolution.

BERNARD (Nicolas), né à Fontenay, en 1728. Cordelier à Ancenis. Refuse le serment. † noyé à Nantes, le 16 novembre 1793.

BEUGNOT (Laurent), né à Besançon, le 24 janvier 1743. Emigré ; à son retour, se fixe en Vendée. Curé de Beaufou, 1803. † le 6 octobre 1811.

BICHON (Nicolas-Joseph), né le 18 mai 1751, à La Rochelle. Prêtre en 1774. Vicaire à St-Hilaire-sur-l'Autize. Interdit, en décembre 1790. Retiré à Ste-Christine. Vicaire intrus à N.-D. de Fontenay, janvier-août 1791. Curé intrus de Foussais. Abdique la prêtrise, 11 mars 1794. Retiré à St-Hilaire-sur-l'Autize... ?...

BINEAU (Charles-Louis), né à Antigny, le 24 avril 1747. Chanoine-trésorier de La Rochelle. Refuse le serment ; exilé en Espagne. Curé d'Antigny, 1804. † le 12 mai 1825.

BISELLE. Prêtre caché, exerçant son ministère à Boufféré, 1792-1796... ?...

BLANCHARD (François), né le 21 avril 1739. Exilé en Espagne. Curé de Breuil-Barret, 1801... ?...

BOSSIS. Vicaire à Avrillé, en 1788. Prête le serment. Curé intrus de Legé. † assassiné, lors des massacres de Machecoul.

BOUSQUET (Joseph-Daniel du), né à St-Pardoux-la-Croizille (Corrèze), le 9 juillet 1756. Chanoine de La Rochelle. Réfugié en Vendée. Retiré à Landevieille. † vers 1822.

BOUTRON (François), né à La Châtaigneraie, en 1725. Chartreux à Nantes. † noyé, le 23 décembre 1793.

BOUTILLER DE LA CHEZE (René-Marin), né à Mortagne, le 15 juin 1750 (père avocat, sénéchal de Bazoge-en-Pareds). Vicaire à Mortagne (1778). Curé de Bougon, près Vitré. Refuse le serment ; exilé à Jersey. † décédé subitement en mer, pendant son voyage de retour, 1801.

BRARD (Antoine, dit Jeannot), né à Montendre, le 18 novembre 1740. Vicaire à N.-D. de Fontenay. Curé de La Génétouze (Charente-Mme). En prison à Saintes, en 1792. Déporté. Aumônier de l'Union-Chrétienne à Fontenay ; fait fonction de vicaire. † en 1837.

BRILLAUD (Jean), né à Cugand, le 6 juin 1749 (père cultivateur). Prêtre le 1^{er} juin 1776. Vicaire à Boussay, à La Boissière-Renaudière. Refuse le serment. Caché au village du Gausmier, à Cugand. Curé de Liré, 1801. † 1824.

BRILLAUD (Charles), né à Cugand, le 30 avril 1745 (frère du précédent). Prêtre le 22 décembre 1770. Vicaire à Boussay. Curé de La Boissière-du-Doré. Refuse le serment ; caché. Revient dans sa paroisse, au Concordat. † le 31 mai 1817.

BROSSARD (M...). Ex-vicaire à St-Pierre-du-Chemin. Refuse le serment ; exilé. Curé de l'Orbrie, 1801. †... ?...

BRUNETIERE (François), né le 25 août 1742. Chanoine-trésorier à La Rochelle. Refuse le serment. Caché à Treize-Vents. Dessert Mallièvre, 1793-1802. Refuse d'adhérer au Concordat. Retiré à La Châtaigneraie. † en novembre 1815.

BUCHE (Nicolas). Curé de Legé. Refuse le serment. † le 23 octobre 1792.

BUERDET. Retiré à La Boissière-de-Montaigu, en 1801.

BUFFARD (Jean-Baptiste). Prêtre en 1790. Refuse le serment. Dessert La Verrie, en avril 1793 ; Tiffauges. Petite Eglise. † après 1810.

BUOR (Auguste-Hyacinthe de), né à Saligny, le 28 mars 1749 (frère du curé de Boufféré). Prieur-curé de St-Etienne-de-Corcoué, 1780. Refuse le serment ; exilé en Angleterre. Curé, puis retiré au Poiré-sur-Vie. † en 1820.

BUREAU (Claude-Bonaventure), né à Cugand, le 16 août 1753. Prêtre le 29 mai 1779. Vicaire à Orveau (dioc. de Nantes), à La Renaudière. Refuse le serment. Caché au Loroux. Curé de La Renaudière, 1802 ; de Cugand, 1819. † le 19 juin 1821.

CAILLETEAU (Auguste), né à Niort, en 1742. Prêtre en 1768. Chapelain à l'Absie. Prête le serment. Curé intrus de l'Orbrie et de Pissotte. † à l'Orbrie, le 13 janvier 1794.

CHABIRAND. Prêtre en 1777. Aumônier à La Fougère. Refuse le serment ; caché à St-Malo-du-Bois. † fusillé, à Noirmoutier, en janvier 1794.

CHANTREAU (Louis-Auguste de), né à Faymoreau,

le 8 juillet 1764. Prêtre le 22 décembre 1788. Vicaire à La Rochelle. Refuse le serment ; exilé en Espagne. Curé de Coulonges-les-Royaux (dioc. de Poitiers), 1802. Vicaire Général de Luçon, 1821. Chanoine honoraire de St-Denis, 1828. † le 22 juillet 1843.

CHAPELLE DE JUMILHAC (Félix), né à Fontaine, en 1750. Chanoine de Toul. Interné à Rochefort. Déporté en Guyanne. Retiré à Mouilleron-en-Pareds, 1802. Curé 1805. † le 21 janvier 1807.

CHARLES (Nicolas). Curé intrus de Chaix (en 1797).

CHEVIGNE DE BOISCHOLLET (Hilarion de), né à l'Herbergement, le 6 juin 1746. Archidiacre de Nantes, 1780. Vicaire général, 1790. Refuse le serment ; Exilé en Belgique ; rentré en 1795. Evêque de Séez. Exilé par Napoléon 1^{er}, 1801. † à Nantes, en février 1812.

CHOLOIS (Gabriel-Samuel). Prêtre en 1772. Vicaire du Beugnon (dioc. de La Rochelle). Prête le serment. Curé intrus de St-Hilaire-de-Voust. Abdique la prêtrise, en avril 1794.

COLLIBEAU (Victor), né en Normandie. Vicaire à St-Florent-des-Bois, 1789. Retourne en son diocèse en septembre 1790. Curé de Lessay (Manche), en 1803... ?...

COSTE (Jean-Vital), né à St-Flour, 1^{er} février 1742. Curé dans le diocèse de St-Flour. Refuse le serment ; déporté dans l'île de Ré. Curé de Fontaines, 1801 ; de Montreuil. † le 15 novembre 1817.

COX DE LISLE (Guillaume), né à Nantes. Vicaire au diocèse de Nantes ; refuse le serment. Caché à Chavagnes-en-Paillers. Condamné à mort. † 24 octobre 1793, à La Rochelle.

COYAUD (Paul-Marie), né dans le diocèse de La Rochelle (frère du « citoyen Coyaud, commissaire du directoire de la Vendée ». Curé de St-Xandre-en-Aunis ; refuse le serment ; caché à St-Malo-du-Bois, en 1794. Arrêté en 1799... ?...

CRABILLE (Mathurin), né à St-Crespin (Nantes), le 13 avril 1763. Vicaire à Pont-St-Martin. Refuse le serment. Exilé au Portugal. Curé de Cugand, 1806. Retiré à Nantes, 1819 ; chanoine. † le 13 décembre 1820.

CROIZETIERE (François-René), né à La Rochelle, le 25 septembre 1753. Sulpicien. Econome du Grand Séminaire de Nantes. Refuse le serment. Caché à Luçon, La Rochelle, Marans, Rochefort. † le 16 juillet 1801, à Rochefort.

CURZIN (Antoine), né le 23 avril 1757. Curé intrus de St-Pierre-le-Vieux, l'Hermenault. Abdique la prêtrise, 2 janvier 1794. Habite Bressuire en 1802... ?...

DALTON (Jean-Baptiste). Irlandais. En France depuis 20 ans (au 20 octobre 1794). Etudes au Séminaire de Bordeaux, 1774. Prêtre en 1778. Vicaire d'Armilly (dioc. de La Rochelle), 1799 ; de Breuil-Chaussée, 1780. Prête le serment. Curé intrus de Bretignolles, 1791 ; de Chantonay, 1792. Incarcéré à La Celles. Abdique la prêtrise, le 11 avril 1794... ?...

DAUMAILLE (Nicolas), né en Normandie, le 11 août 1753. Eudiste. Refuse le serment ; exilé. Professeur au petit séminaire de Chavagnes, 1805 ; à La Rochelle. Curé de Palluau, 1815. Retiré à La Roche-sur-Yon. † le 2 juin 1836.

DAVID. Ex-curé de St-Philbert. Refuse le serment. Exilé en Espagne. Rentré avant Fructidor. Arrêté. Conduit à Cholet et à Angers... ?...

DEBUREAU (Antoine-Joseph), né à Fontenay-le-

Comte, le 5 janvier 1762 (père notaire). Prêtre 1786. Vicaire à La Rochelle. Curé de Charzais, 1788-89. Prête le serment. Curé intrus de Nieul-sur-Mer, 31 mars 1791... ?...

DELAUNAY (Pierre-Alexandre), né le 30 avril 1765. Exilé. Curé de Rosnay ; de St-Florent-des-Bois, 1812-23... ?...

DELAUNAY (Jean-François), né le 31 mai 1763. Curé de Tiffauges, (1802), de St-Christophe-du-Ligneron, de Landevieille. † 5 avril 1822.

DENECHEAU (Alexis), né le 17 mai 1731. Curé de Bressuire. Prête le serment ; « prisonnier des brigands ». Libéré par les Bleus. Marié. Juge de paix à Loge-Fougereuse, au 28 septembre 1799.

DESJARDINS-LETIXIER, né en Bretagne, le 6 juin 1759. Prêtre le 2 juin 1783. Vicaire au Clion (dioc. de Nantes). Réfugié à La Gaubretière. Curé d'Oudon, 1801. † 19 mai 1819.

DORFEUILLE (Marie-Jean-Jude), né à Doix, le 28 octobre 1761. Prêtre en 1786. Vicaire à St-Sigismond, 1789. 3^e vicaire à la Cathédrale de La Rochelle, 1790. Refuse le serment. Exilé en Espagne (Estella). Curé de St-Fulgent, 1813-1822. Chanoine de Luçon, 1832. † le 15 octobre 1843.

DOUAUD (Gabriel-Urbain), né à Tiffauges, en 1730. Prêtre en 1763. Chanoine à Nantes. Secrétaire de l'évêché. Noyé à Nantes, le 15 novembre 1793.

DOUAUD (Louis-Georges), né à Tiffauges, le 25 août 1734. Curé de Savenay, 1770. Refuse le serment. Exilé en Espagne (Tuis-en-Galice). Revient à Savenay, 1802. † le 12 mars 1813.

DOUSSIN DU VOYER (Jacques-Louis), né à Saintes, en 1764. Professeur de théologie à Cahors. Religieux de la Chancelade. Prieur de l'île de Ré. Re-

fuse le serment ; aumônier dans l'armée vendéenne. Dessert le Bourg-sous-la-Roche. Chef de la Petite Eglise. Retiré à Chagnolet, près La Rochelle. † 1844.

DUPONT. Curé intrus de Nieul-le-Dolent, 1792... ?...

DURAND (Charles-Hilaire). Curé de Torfou, 1776. Refuse le serment. Caché à La Gaubretière... ?...

DURAND. Vicaire à Bourgneuf. Refuse le serment. Suit l'armée vendéenne. † fusillé à Noirmoutier.

DURAND (Joseph), né à Cugand. Prêtre en 1784. Vicaire à Touvois (L.-A.). Refuse le serment. Caché à Noirmoutier. † massacré près de St-Gervais, en janvier 1794.

DYON. Religieux, ex-aumônier de religieuses. Caché en Vendée au 19 Fructidor V.

ESGRIGNY (d'), né à Marvejols, près Uzès, en 1750. Vicaire général de Bordeaux. Refuse le serment ; exilé en Angleterre. Chargé de mission auprès de Charette et de Stofflet par le Cte d'Artois. Ministre en Vendée. Retourne dans son diocèse en 1802. Evêque nommé de Montpellier. † massacré à Nîmes, par des protestants, en 1816.

FAIVRE (François-Isaac), né le 25 juin 1755. Vicaire à La Ronde (dioc. de la Rochelle). Réfugié au Gué-de-Velluire. Curé du Gué-de-Velluire. † 1830.

FERRET (Louis-Pierre), né à Angers, le 21 décembre 1760. Curé de Beaulieu, en Anjou. Curé de Mouilleron-en-Pareds, 1802-1805. Vicaire à Montfaucon, fév. 1806. Enfermé à Bicêtre, mars 1806. Ministre dans le diocèse de Versailles, puis dans celui de La Rochelle, 1813. Retiré à La Roche-sur-Yon. †... ?...

FESTY (Guillaume), né à Niort. Vicaire à N.-D. de

Niort. Curé de St-Sernin de Palerme (dioc. de La Rochelle). Prête le serment. Curé intrus de Benet (juillet 1791). Abdicque la prêtrise, 3 janvier 1794. Rétracté au Concordat. Curé de Vouillé (près de Niort). † 1810.

FILLON (Louis-Julien), né à Fontenay-le-Comte, le 27 février 1749 (père notaire). Vicaire au Langon, 1776 ; à Montreuil. Curé de Nieul-sur-l'Autize, 1778 ; du Breuil de Magné. Prête le serment ; abdicque la prêtrise. Retiré à Fontenay. Se rétracte au Concordat. Curé du Langon, 1803. † 28 décembre 1822.

FILLONNEAU (Jean), né à Doix, le 20 janvier 1750. Curé de Dompierre-sur-Mer (dioc. de La Rochelle). Refuse le serment. Exilé en Angleterre. Revient dans sa paroisse en 1802. Vicaire général, 1817. † le 2 septembre 1826.

FISSOT (Julien-Pierre), né le 24 juillet 1750. Ex-religieux. Curé de la Ferrière, 1806-1813. † ?...

GABORIEAU (Mathurin), né à La Bernardière, le 20 juin 1737 (père cultivateur). Prêtre en 1762. Vicaire à La Bernardière. Chanoine de la Collégiale de Clisson, 1771. Refuse le serment. Caché à La Bernardière, à Treize-Septiers. Assiste au Synode du Poiré. Vicaire à la Bernardière, 1800 ; curé, 1805. † 9 mai 1807.

GAIGNET (Pierre), né à Clisson en 1755. Prêtre le 23 décembre 1780. Vicaire au Grand-Luc (avant 1791)... ?... Refuse le serment. Aumônier dans l'armée vendéenne. † fusillé à Savenay, le 24 déc. 1793.

GAUCHER DE BEAULIEU (Alexandre), né à La Verrie. Chanoine de Guzarches (S.-et-O.). Prête le serment. Se rétracte la semaine suivante. Caché à St-Hilaire-de-Mortagne, en 1795. Retiré à Nantes, 1801. Petite Eglise ; se rétracte. Chanoine de Nantes. † 1840.

GAULT. « Prêtre de Luçon ». A Nantes, au 28 mai 1802. Ne se soumet pas au Concordat.

GAUTIER (Clément). Prêtre desservant St-Denis-la-Chevasse, ancien vicaire. † le 7 janvier 1799.

GEAY (Alexis-Marie), né à Fontenay-le-Comte, le 23 septembre 1764. Vicaire à l'île de Ré. Refuse le serment. Exilé en Espagne. Curé de Damvix (1802), de St-Christophe (près la Rochelle), Nalliers, L'Hermenault. † en 1838.

GILAIZEAU. Prêtre du diocèse de Nantes. Réfugié en Vendée. † pendant la Révolution.

GILBERT (Jacques-Claude), né à St-Laurent-sur-Sèvres. Vicaire à Vezins (M.-et-L.). Refuse le serment. Caché. † guillotiné, à Nantes, le 28 janvier 1794.

GIBEAU. Vicaire à Ste-Marie-de-Ré. Caché en Vendée. † guillotiné, à Nantes, le 26 décembre 1793 (29 ans).

GILLES (Antoine). Curé intrus d'Oulmes, Bouillé-Courdault. Abdiqne la prêtrise, le 10 décembre 1793. « En Vendée depuis 2 ans 1/2 pour remplacer l'inconstitutionnel ».

GILLIER (Michel), né le 1^{er} septembre 1758. Vicaire à Legé. Refuse le serment. Caché. Curé des Essarts. † 17 mai 1812.

GIRARD (Sébastien), né à La Bruffière, le 28 avril 1744. Prêtre le 4 juin 1773. Vicaire à Renuaillé, (1774), à Teille (1780), Héric (1781), Vertou (1783). Refuse le serment. Exilé en Espagne (Santander, Tolède). Retiré à la Bruffière, 1802. † le 25 novembre 1809.

GIRAUD (Aimé). Du Mont-Blanc. Réfugié en Vendée. Dessert Maillé en 1800... ?...

GOUJON (Etienne). Curé de Nuaillé-en-Aunis. Refuse le serment. Exilé en Espagne (Haro). Curé de St-Sulpice-en-Pareds, Thouarsais-Bouildroux (1807), Oulmes... ?...

GRESSEAU (Jean-Dominique), né en octobre 1763. Ex-religieux. Curé intrus de St-Michel-en-l'Herm, de St-Sulpice-d'Arnoult (Ch.-M.). Abdique la prêtrise. Marié. Mariage régularisé en 1804.

GROLLEAU (Louis), né à St-Malo-du-Bois, en 1754. Prêtre en 1779. Vicaire à Trémentines (M.-et-L.), à la Tourlandry (1787). Refuse le serment ; caché. Curé de St-Malo-du-Bois (1800). Petite Eglise. Abandonne le schisme, le 7 février 1820. † 28 septembre 1835.

GROSGRAIN (Jean-Baptiste-Gabriel), né à Niort. Vicaire au Langon. Prête le serment. Curé intrus de St-Sigismond (juillet 1791). Abdique la prêtrise... ?...

GAUDALBERT (Jean-Jacques), né le 11 février 1756. Vicaire à l'île d'Aix. Refuse le serment. Incarcéré à l'île de Ré. Curé d'Olonne, 1805. †... ?...

GUERIN (C.-G.). Prêtre en 1783. Vicaire à La Romagne (M.-et-L.). Caché à Evrunes (1792-1799)... ?...

GUERY (Louis-Esprit), né à Mortagne-sur-Sèvre, le 6 juillet 1754. Prêtre le 20 juin 1778. Vicaire à St-Christophe-en-Aunis, à St-Hilaire-de-Mortagne, à La Forêt-sur-Sèvre (1790). Refuse le serment. Exilé en Espagne (Valencia). Curé de Beaulieu (D.-S.), de Réaumur (1806). Retiré à La Châtaigneraie, 1829. † le 14 décembre 1845.

GUICHE, né vers 1765. Caché à Venansault. Retiré à Nantes, 1798... ?...

GUILLARD (Pierre-Nicolas), né en janvier 1747. Ex-vicaire de St-Laurent-sur-Sèvre... ?... Curé de l'Aiguillon-sur-Vie, 1802 ; Châteauneuf... ?...

GUILBERT (Jean-Louis), né en 1758. Eudiste. Professeur d'hydrographie aux Sables. Professeur au Séminaire de Chavagnes, à La Rochelle. †... ?...

GUILLEMOTEUR. Prêtre 1778. Vicaire de Fenoux (de La Rochelle). Prête le serment. Curé intrus de Breuil-Barret (26 juin 1791 - 27 septembre 1792), de Vernoux-en-Gâtine... ?...

GUILLET (Jean). Curé intrus de Ste-Hermine... ?...

HALLOUIN DE LA PENISSIERE (Pierre), né à La Bernardière en 1827. Doyen de la Collégiale de Clisson. † en prison à Nantes, le 3 octobre 1793.

IMBERT (Louis), né en 1751. Curé de La Ronde-en-Gâtine. Refuse le serment. Caché à Beaurepaire. Assiste au Synode du Poiré. Curé du Poiroux (1802), de Mouilleron-en-Pareds (1805), de Benet (1821). Retiré à Poiroux, 1825. † à Fontenay, le 22 janvier 1832.

JALLAIS. Vicaire intrus de St-Jean de Fontenay.

LAFOND (Antoine-Jean), né à Drignac (Cantal), le 1^{er} février 1766. Prête le serment à Xanton. Curé intrus de Xanton, en avril 1792, « cure vacante par mort ». Se rétracte au Concordat. Curé légitime. † 3 septembre 1823.

LAGNEAU (Pierre), né le 7 octobre 1753. Prêtre en 1777. Vicaire à St-Paul-en-Gâtine. Prête le serment. Curé intrus de St-Paul-en-Gâtine. Habite Fontenay en 1797. Retracted au Concordat. Curé d'Usseau. † 1805.

LAIGNELOT. Abdique la prêtrise aux Sables, le 25 novembre 1793.

LAMBERT (Jacques), né le 9 novembre 1756. Prêtre en 1787. Vicaire d'Ardin (D.-S.). Prête le ser-

ment. Curé intrus de La Chapelle-Achard (mai 1791). Rétracté au Concordat. Curé d'Ardin. † 1834.

LAURENT-LABARRE (Hippolyte-Alexandre de), né à Poitiers. Vicaire général de Quimper. Réfugié en Vendée. † incarcéré à Rochefort.

LEBOUVIER (Charles), né au diocèse de Coutances, le 2 avril 1764. Curé de Chaillé-les-Ormeaux au Concordat. † le 12 janvier 1824.

LEBRETON (Symphorien), né le 4 juin 1761. Prêtre en 1786. 2^e vicaire à Montjean (M.-et-L.). Prête le serment. Curé intrus de la Pommeraie-sur-Sèvre, de St-Florent. Abdique la prêtrise, 14 frimaire II. Marié. Habite Angers.

LEBRETON. Curé de Verneuil-sur-Sarthe. Réfugié en Vendée. Dessert St-Michel-Mont-Mercure, Venansault. Assiste au Synode du Poiré. Interné à l'île de Ré, 1797. † avant 1800.

LE TANNEUR (Jean-Alexandre), né à St-Pierre-le-Puellier (dioc. de Tours), père instituteur. O. S. B. à Tours. Prête le serment. A Fontenay en juin 1793 ; puis à St-Malo (I.-et-V.).

LORIOU. Vicaire intrus de St-Jean de Fontenay.

MAILLARD (Jean-Jacques), né en 1737. Curé de St-Christophe (dioc. de La Richelle). Refuse le serment. Caché en Vendée. Interné à Fontenay, au 31 mars 1793. Retiré à Luçon en 1798. †... ?...

MAINGUET (Augustin), né à St-André Treize-Voies, en 1739. Prêtre le 1^{er} mars 1765. Exerce son ministère dans le diocèse de Nantes. Caché à St-André-Treize-Voies. †... ?...

MANGEARD (Jacques), né à St-Herblon, en 1738. Curé de Guéménée (L.-A.). Réfugié en Vendée. Dessert La Rabatelière en 1796. Fait le serment de Fructidor. Retourne dans le diocèse de Nantes. † le 28 juillet 1816.

MANOURY. Ancien curé de Bony (Yonne). Curé intrus de Nesmy (II).

MARMOT (de la). Prêtre réfugié à La Gaubretière... ?...

MALLARD (Yves), né le 15 octobre 1755. Capucin à Marans. Prête le serment. Curé intrus de Lairoux, de St-Denis-du-Payré (juin 1792). Retiré à Curzon, 1797-1801. Rétracté. Curé légitime de Gua (Charmme)... ?...

MAUREVAL de VILLEGOUDOUX (Emmanuel). Curé intrus de Pissotte, 1792... ?...

MINARY (Jacques-Antoine), né à Fontenay-le-Comte, le 27 juin 1757. Prêtre à La Rochelle, le 15 décembre 1785. Curé de Toutlemonde. Prête le serment. Curé intrus de Marsais. Abdique la prêtrise, 1794. Marié. Se rétracte en 1836. † le 5 octobre 1836, à l'Hermenault.

MOLLIET-RIBET (Alexandre), né en 1758, au diocèse d'Angers. Curé de St-Hilaire-le-Doyen (dioc. de Poitiers), 1782. Caché aux Essarts. Assiste au Synode du Poiré. Retourne en son diocèse en 1802. Curé de Brezé (M.-et-L.). † 1804.

MOREAU. Jureur. Curé intrus de St-Pierre-du-Chemin. Rétracté au Concordat. Curé légitime de St-Pierre-du-Chemin. †... ?...

MOREAU DE MERILLET (Joseph-Emery), né en 1721. Curé de St-Sigismond. Doyen du Chapitre de La Rochelle. Refuse le serment. Caché à La Châtaigneraie. Interné à Fontenay, en septembre 1794. † après 1796.

MORNA (René-Claude) (cf. p. 22). Prêtre en 1787. Vicaire à Cerizay, en 1791.

MOTTE (Jean), 47 ans. A St-Pierre-le-Vieux, au 10 juillet 1795.

NERRIERE (Jacques), né à La Bruffière en 1737. Prêtre en décembre 1763. Vicaire à St-Etienne-de-Mer-Morte. Refuse le serment. Exilé en Espagne. † en Espagne, en avril 1802.

O'BRIEN. Irlandais. Vicaire à St-Urbain, 1750 ; au Poiré-sur-Vie, 1759... ?... Caché à Nesmy, au 19 Fructidor an V. † vers 1798.

O'HARA. Irlandais. Caché au Bourg-sous-la-Roche, au 19 Fructidor an V. †... ?...

O'KEANE (Henri), né en Irlande en 1759. Vicaire à Moulins (dioc. de La Rochelle). Prête le serment. Curé intrus de Ste-Hermine. Abdique la prêtrise, 14 décembre 1793. Habite Ste-Hermine en avril 1794.

O'NERY (Jean-Timothée), né en Irlande, en 1761. Séminariste à Nantes. Aumônier dans une famille noble. Vicaire à St-André-sur-Sèvre. Prête le serment. Curé intrus de St-Philbert-du-Pont-Charrault. Abdique la prêtrise, le 12 décembre 1793. Incarcéré à La Celle en février 1794 (loi contre les étrangers dont le pays est en guerre contre la France). Libéré an III. Retiré à La Châtaigneraie... ?...

LOUDIN (Etienne), né le 2 février 1740. Incorporé après la révolution. Curé de Mouilleron-en-Pareds, 1807... ?...

OZOUF (Jean-Nicolas), né au diocèse de Coutances, le 11 avril 1761. Vient en Vendée au Concordat. Curé de Nesmy ; Jard, 1815. Petite Eglise. Interdit. † aux Aubiers, le 4 avril 1847.

PAILLA (Pierre-Etienne), né aux Epesses, le 20 juillet 1751. Prêtre en 1777. Vicaire aux Epesses. Aumônier des franciscaines de Cholet. Refuse le serment. Caché à St-Mars-la-Réorthe. Curé des Epesses, 1801... ?...

PAYRAULT (Jacques-François), oncle du vicaire

de N.-D. de Fontenay-le-Comte. Refuse le serment. Exilé... ?...

PECOT (Louis). Vicaire à St-Aubin-des-Châteaux (dioc. de Nantes). Arrêté en Vendée. Condamné à la Guyanne. Evadé. † curé de St-Sulpice-des-Landes, en 1816.

PERRIER (Pierre), né en 1762. Prête le serment. Curé intrus de St-André-Treize-Voies (1792), de Bussac (Ch.-M.). Abdique la prêtrise. Marié en juillet 1794. Instituteur-maire. † le 10 décembre 1833.

PETIOT (Jean-Baptiste), né aux Sables-d'Olonne (père gouverneur des Sables ; frère du curé de St-Révérend). Oratorien. Prête le serment. Curé intrus d'Olonne, de La Chaume... ?...

PILOT (Adrien-Henri), né en 1765. Déporté à Cayenne. Incorporé au diocèse au Concordat. Curé de Nalliers, 1802. † 1817.

PINEAU (René). né à Cezais en 1757. Prêtre en 1781. Vicaire à Vernon. Prête le serment. Curé intrus de St-Sulpice-en-Pareds. Retiré à Fontenay chez sa sœur. † à la fin de 1792.

POITEVIN (François-René), né dans « le diocèse de Luçon ». Vicaire à Neuvy. Curé de La Remaudière (dioc. de Nantes), 1777. Suit l'armée vendéenne. † au Bouffay, le 22 juillet 1798.

POTIER. Suit l'armée vendéenne. † massacré à Laval, en 1794.

PRIOUX (François), né à Nivillac (Morbihan), le 19 novembre 1751. Vicaire à Nivillac. Curé de Machecoul. Refuse le serment. Caché à Bois-de-Céné. Curé de Bois-de-Céné. † en novembre 1815.

PRONZAT DE LANGLADE (Justin-Maurice), né à Nantes, le 13 décembre 1745. Prêtre en 1769. Vi-

la Juraire passe à sa fille Marie *Morelle*, femme de Pierre Tranchant, s^r de la Barre.

Guyonne Tranchant, petite-fille de Pierre, épouse en 1558 Jehan Boisson, s^r de l'Estant. Tous deux vécurent au Logis de la Juraire, où elle mourut en octobre 1614 — Son fils aîné, Elie Boisson, chev^r, s^r de la Juraire, y † le 17 juin 1607, laissant de son mariage avec Isabeau de Saligné : Philippe Boisson, s^r de la Juraire, y vivant en 1620 et 1622, et † avant 1660. A cette époque la Juraire paraît avoir été vendue à la famille de Regnon.

Entre 1667-1673, vivent, au logis de la Juraire, Henri Hélié, s^r de la Grange-Boiroux, avec sa femme, Suzanne Regnon, tandis que la sœur de cette dame, Silvie Regnon, résidait à la Ricotière de Fougeré.

Le domaine des Juraires, acheté vers 1730 par Alexandre de Mesnard, s^r de Chasnay et des Ardias, est confisqué au profit de la Nation comme bien d'émigré puis vendu, le 17 ventôse an vi, à Marie-Marthe-Bénigne de Mesnard, épouse de Pierre-Honoré-Victor de Conrard de Mahé. Elle s'en dessaisit le 1^{er} mai 1806 (Guitton, n^{re}) au profit de la veuve Rouvière, p^{re}, pour la somme de 35.250 fr. Le domaine comprenant alors, outre la maison de maître et trois métairies, passe à son gendre Louis Martin, maire de la Limouzière, y † le 17 septembre 1842, et appartient encore à ses enfants en 1863. Vendu depuis ; propriété actuelle de la famille Désamy.

K

Kremlin (le). — Cne du Bourg-sous-la-Roche, f.

L

Lairière. — Cne de Nesmy, vill. et étang.

Laiterie (la). — Cne de Nesmy, h. et laiterie.

Lambergère. — Cne de la Chaize-le-Vicomte, vill. — Les *Landes-Bergères*. — 11 novembre 1670, cession devant les notaires de Fougeré et Landeblanche par maître Clément Baudon, m^d au vill. de la Vrignette, du Tablier à maître Charles Rouillon, fermier du Bois-Bellefemme, de plusieurs domaines au vill. de Lambergère, tenant d'un côté à la maison de Mme de la Lettrie, et de l'autre, une maison de l'acquéreur. — 1^{er} mars 1720, vente par les s^{rs} Bureau, m^{ds} à Saint-Florent et Chaillé, à Jean Thoumazeau, notaire, d'une borderie à Lambergère, au fief du prieuré Saint-Nicolas. — 21 avril 1731, vente au même, d'un domaine audit lieu, par dame Jeanne Cailleteau, veuve de Jacques Brenier, m^d à Lambergère (Arch. Bousseau). — Samuel Robin, s^r de Landebergère, 1710. Une métairie de ce vill. estimée 4000 l., appartenait à Pierre-Jacques Barbier, s^r de la Chambaudière, † ch^{ne} de Luçon en 1756.

Landeblanche (la). — Cne de Fougeré, f. — Les *Landes-Blanches*. Châtellenie. Le 15 mars 1593, Cathérine d'Aulnis, veuve de Baptiste du Vergier, s^r de Buchignon, obtient du baron de Mareuil la forêt de *Blanchelande* « pour en jouir par elle et les siens, en tous droits de châtellenie, à charge de la tenir des barons de Mareuil à foi, hommage et à droit de rachat par mutation ».

Marguerite du Vergier, dame de Buchignon, outre l'exercice qu'elle fait faire de la Religion réformée, en son château de Buchignon, entreprend de bâtir un local pour tenir le prêche dans la forêt de Landeblanche. Aussi, Pierre de Nivelles, évêque de Luçon, Nicolas Buon, syndic et les députés du clergé, agirent contre son ministre Jacques Ranconnet, afin de l'en dissuader. Les demandeurs prétendent que la dame du Vergier, propriétaire de la haute justice de Buchignon, peut bien y faire faire le prêche d'autant plus qu'elle y a élu son domicile, mais que cela ne l'autorise pas de faire exercice de

la Religion réformée à Landeblanche, où elle prétend faire sa résidence ordinaire. La dame du Vergier produit le contrat de 1593 et conclue à être maintenue dans son droit de faire la prêche dans sa châtellenie de Landeblanche, conformément à l'art. 7 de l'Edit de Nantes. A ce moyen, l'évêque répond que de cet acte il résultait que la forêt de Landeblanche ne pouvait constituer une châtellenie avant l'acte signé et que le baron de Mareuil ne pouvait lui conférer ce titre de son autorité privée ; mais la dame de Buchignon obtient des lettres-patentes du Roi en juillet 1656, érigeant définitivement cette forêt au titre féodal de châtellenie et continue d'y faire exercice du culte protestant. (La Fontenelle de Vaudoré, *Hist. des moines et évêques de Luçon*, t. II, pp. 488-450). Au mois de janvier 1664, son fils, Pierre Patras, ancien de l'église de Bournezeau, élu domicile aux Landes pour tenter d'y faire prêcher, puis échoue à cause de l'opposition du clergé ; il émigre après la Révocation de l'Edit de Nantes ; en 1688, la Régie royale administre ses biens situés à Fougeré.

La châtellenie de Landeblanche passe, au XVIII^e s., aux familles Maréchal de Poiroux, puis Robert de Lézardière, et enfin de la Forest-Groizardière en 1789.

Landes (les). — Cne de la Chaize-le-Vicomte.

Landes (les). — Cne de Mouilleron-le-Captif, f.

Landes (les). — Cne du Bourg-sous-la-Roche, f.

Landette (la). — Cne des Clouzeaux.

Landettes (les). — Cne de Mouilleron-le-Captif.

Landreau (le). — Cne d'Aubigny, vill. — Ancien hôtel noble. Charles Boïer en était sgr en 1469 à cause de sa femme Catharine de la Forest.

Au ^{xvii}^e s., les Frappier s'intitulent sieurs du Landreau : David Frappier, s^r du L., épouse Marie Brechotteau, père de Léon et Marie, celle-ci mariée à Sainte-Flaive en 1687 avec René Jolly, s^r de la Leuvraudière. — Léon Frappier s^r du L., épouse Suzanne Herbert, d'où postérité (Ann. Sté d'émul., 1957-58).

Les Bacqua habitent le Landreau au cours du ^{xviii}^e s. : Luc-Augustin Bacqua, sieur du Landreau, né au Tablier en 1729, chirurgien, et propriétaire d'une métairie sise au vill. du L. ; parrain de Landreau le 29 novembre 1757, chirurgien de grande valeur, se fait remarquer à Nantes sous la Révolution par son habileté, sa grande activité et sa bienfaisance, † sans alliance en 1814 (v. *Aubigny*, célébrités).

Landreau (le). — Cne des Clouzeaux, f.

Landromière. — Cné des Clouzeaux, f.

Lardière (la). — Cne du Bourg-sous-la-Roche, ff. — Vieux logis et moulin sur les bords de l'Yon. Ancien hôtel noble, tenu sous l'hommage des châtelainies de Beaulieu-sous-la-Roche et de Sainte-Flaive-des-Loups.

En 1222, Guillaume, sgr de la Tardière, renonce à certaines prétentions qu'avait la veuve du sgr d'Aubigné, sur le moulin de Grôle (1). En l'an 1350, Geoffroy de la Lardière, lègue aux moines des Fontenelles le 1/3 de son moulin de la Lardière et une minée de seigle de rente à prendre sur une maison de la Mollerie. Il demande à être inhumé aux Fontenelles. (Ann. Sté d'émul., 1877, p. 186 ; 1879, p. 166).

(1) Dans les notes de Besly, prises sur le cart. des Fontenelles, on trouve mention du testament d'Aliénor, femme de Geoffroy de Faye, l'an 1249, fille d'Hugues de la Lardière. Elle a pour témoin Geoffroy de la Lardière et lègue tout ce qu'elle possède du fief de n. h. Girard Chabotz, s^r de la Maurière et la Mothe-Achard. Cette dame vivait encore en 1279 (Ann. Sté d'émul., 1877, p. 201).

Au xiv^e s., la Lardière appartient à Guillaume Bachelier, s^r de la Ciremière ; puis ensuite à Jean Bachelier, prêtre, s^r de la Lardière, qui † avant le 1^{er} décembre 1461, laisse cette terre à ses neveux Louis et Vincent Robert, sgr de la Barithaudière, enfants de Catherine Bachelier. Ceux-ci l'échangent peu après contre diverses rentes avec Jehan de Saligné, capitaine du Château de Talmont. Louis de Saligné, s^r de la Lardière, en rend hommage en 1563.

Comprise le 27 novembre 1620, dans l'acte de partage de la succession de Daniel de Saligné, baron de la Chaize-le-Vicomte, la maison noble, terre et seigneurie de la Lardière, avec ses moulins à eau et à vent ainsi que le droit au fief de la Jacquelinrière (1) « les dites choses, tenues en hommages des seigneuries de Beaulieu et de Sainte-Flaive », ainsi que le fief et terragerie de la Cirmière, échut dans le lot de Louis de Saligné, s^r de Boisplaisant. Il fut assigné en 1633 par l'abbé Jean Pidoux, au paiement de 29 années d'arrérages de rente due sur la terre de la Lardière. Le 31 janvier 1643, une sentence des Requêtes du Palais condamne Louis de Saligné au paiement de cette rente.

Renée de Saligné (fille de Louis), épouse, suivant contrat du 5 juin 1662, Henri de Régnon, s^r de Chaligny, gentilhomme protestant, enfermé à la Bastille en 1685, puis converti en 1690 pour obtenir la liberté (mais émigre aussitôt en Angleterre) : C'est par cette alliance que la Lardière entre dans la famille de Regnon. Elle est habitée,

(1) Le fief de la Jacquelinrière se situait dans la paroisse du Bourg-sous-la-Roche et appartenait à René Jacquelin, esc., en 1563. Vers 1232, Pierre Giraud, de la Bretonnière, confirmait un don fait naguère aux moines des Fontenelles par Jeanne de la Lardière et Jean Jacquelain, son fils, consistant en un tènement de la *Vacessoria*, et de tous les droits, qu'ils avaient sur sept boissellées de terre, nommé le Diot-Viau, en la paroisse du Bourg (Ann. Soc. d'Em., 1877, p. 191).

dans la seconde moitié du XVIII^e s., par Pierre Joussemet, s^r de la Richardière, notaire de la principauté de la Roche-sur Yon, en qualité de fermier.

La Lardière appartient, après la Révolution, à d^{lle} Armande de Regnon de Chaligny, † à Luçon le 23 avril 1834. Vendue le 15 mai 1835, à Pierre-Constant Meunier, p^{re} à Chantonay (Guitton, n^{re}). Propriété depuis des familles Gillebert et Girard.

Lardière (la). — Cne de Chaillé-sous-les-Ormeaux, vill. — Plusieurs menhirs sont signalés au *Grand-champ de l'Aire* : D^r Baudouin, *Les menhirs de la Lardière (Alignements) à Chaillé-sous-les-Ormeaux (Vendée)*, An. Soc. d'Em., 1926, pp. 9-18.

Ancien hôtel noble tenu sous l'hommage de la seigneurie de la Guissière (V. ce nom). Il y avait une chapelle disparue.

Les Vigier (d'azur à la croix ancrée d'argent, *alias* de gueules) apparaissent comme seigneurs de la Lardière dès le XV^e s. : Nicolas Vigier, écuyer, s^r de la Martinière, la Garinière (au pays d'Olonne), et de la Lardière, épouse par contrat du 3 novembre 1473 (ou 1475) Louise de Saligné, fille de Jehan, s^r de la Lardière (au Bourg-sous-la-Roche) et de Perrine Penotte. Leur fils : Jehan s^r de la Lardière, est marié avec Anne Gueffard, de la maison de la Jousnelinière, d'où plusieurs enfants : Gillone, femme de Gilles de Puytesson ; Jacqueline, mariée, par contrat du 25 avril 1552, avec Jean Gazeau, s^r de la Brandasnière, François et Jacob Vigier, tous deux reçus chev^r de Malte, l'un en 1537 et l'autre en 1543. — Jacques Vigier, s^r de la Lardière, parrain à Chauché le 31 oct. 1598, est marié en 1608 avec Jeanne de Marbœuf, fille de Jean, s^r de la Piletière, et Marie de Blois, et vivait à la Lardière en 1636. En 1620, il avait fait une déclaration à la

commanderie des Fossés-Châlons (à la Boissière-des-Landes), à cause du moulin à eau du Boutet.

Plus tard, la Lardière appartient à Alexandre Barraud, s^r de ce lieu, marié, le 15 novembre 1671, à Bénigne Raclet, et maintenu noble en 1699. Tous deux sont protestants opiniâtres. Après la Révocation de l'Edit de Nantes, lui, réussit à émigrer vers 1687 et habite Londres en 1700 — sans doute revient-il en France, car une sentence du 15 octobre 1701 en la sénéchaussée de Fontenay, le condamne aux galères et à 12.000 l. d'amende ; — elle, trahie lors de son passage à Jersey, est arrêtée et enfermée (Bourde de la Rogerie, *Les fugitifs protestants aux îles Chausey*, Mortain, 1949, pp. 16-18 ; F. Baudry, *La Révocation de l'Edit de Nantes...* etc., p. 328). Leur fils, Louis Barraud, s^r des Noues émigra également, et demeurait à l'étranger en 1718.

La Lardière est alors sous la main de l'administration de la Régie royale : René Briand prend qualité d'administrateur des biens de † Louis Barraud, s^r des Noues, et arrente la Lardière le 5 juillet 1710, par l'intermédiaire de François Friconneau, s^r de la Taillie, à Nicolas Birotheau, s^r de la Gilbretière (Rouillé, n^{re} aux Sables). Plus tard, les héritiers des Barraud réclament la remise de leurs biens et obtiennent avis favorable de l'Intendant de Poitiers le 3 juillet 1718 : la Lardière est alors estimée 10.000 l. (Baudry, *id.*, p. 291).

Après 1730, la Lardière semble appartenir aux Veillon de Beauregard. Louise Veillon l'apporte par son mariage à Pierre Allaire, s^r de l'Angévinère. Leur fils, Victor-Léon Allaire, s^r de la Mesguière, maire de Chaillé-sous-les-Ormeaux en 1790, † à la Lardière le 22 nov. 1809, laisse plusieurs enfants de son mariage avec Marie-Madeleine Chessé. En outre, Joseph-Alexandre, † à la Lardière en 1831, qui avait épousé en 1829 Marie-Anne-Charlotte de Morisson, petite-fille de

Saint-Pal. Celle-ci vécut longtemps à la Lardière et eut plusieurs différends avec la municipalité de Chaillé à propos d'un chemin à la Lardière dont elle contestait le droit de passage aux habitants du voisinage. Sa fille unique, Marie Allaire († 17 février 1911), épouse, en 1849, Gabriel Deslandes, propriétaire à la Dorinière, de Saint-Vincent-sur-Graon. La Lardière échut en partage à leur fille, Mme Gendronneau, qui l'avait toujours en 1918.

Laudière (la Grande et Petite). — Cne de Chaillé-sous-les-Ormeaux, vill.

Laudette (la). — Cne de Nesmy, f.

Laurière. — Cne de Saint-Florend-des-Bois. — Fief tenu sous l'hommage de Bois-Bellefemme, à foi, hommage plain, à rachapt et un cheval de service annuel.

Le fief de Laurière « tenant d'une part au grand chemin de la Roche-sur-Yon au Tablier, d'autre au fief d'Avau, et aux terres de la Viallières, au dedans desquelles confrontations, il tient à son domaine la maison et métairie des Gastines », appartient en 1663 à Clément Fayau, s^r de l'Ollivière, par suite d'acquêt avec les héritiers de Jean Regnon, s^r de la Braconnière (Arch. nat., 1 AP 1165).

Lavau. — Cne des Clouzeaux, ff.

Lavaud. — Cne de Thorigny, h. — Fief et hébergement vassal du marquisat de Bournezeau.

Joachim Rampillon, esc., s^r de Lavaud, conseiller du Roi et prévôt de Vouvent, la Garnache et la Roche-sur-Yon en 1710 ; sa fille, Marie Rampillon, mariée, le 9 septembre 1739, à Jacques Bacqua, s^r de la Bretèche : ce dernier tient en 1763 sous l'hommage de Bournezeau, le fief de Lavaud.

Propriété, en 1788, de Jacques-Gabriel Gaudin, s^r de la Chancellière, procureur du Roi au siège de la p^{té} de la Roche-sur-Yon ; puis de son fils, Joseph-Joachim-Vital Gaudin, † en 1829. Partagé devant Gaultier, n^r, le 12 juillet 1842, entre ses enfants, le domaine de Lavaud (169 ha) comprenant alors trois métairies, échut à Mme Morlet. Cette dame le vendit, le 30 juillet 1862, pour 175.000 fr., à Armand Clémenceau de Locquerie, p^{re} à Fontenay-le-Comte (Surville, n^{re}).

Levrauderie. — Cne de Mouilleron-le-Captif, ff. et moulin. — La *Levrauderie*.

LIMOUZINIÈRE (LA). — Cne du canton de la Roche-sur-Yon, située entre les trois communes du Bourg-sous-la-Roche, la Chaize-le-Vicomte et Saint-Florend-des-Bois ; le bourg se trouve à 11 km du chef-lieu, à l'intersection des routes départementales n^o 33 et 101.

Etymologie du nom : *Lemozinaria ecclesia*, 1099 (Cart. du Bas-Poitou) ; *La Limozinière*, 1212 ; *Lemozinière*, 1260 (Hommage d'Alphonse) ; *de Lemozinaria*, xiv^e s. (Grand-Gauthier) ; *Limoslineria*, 1648 (Pouillé d'Alliot).

Le toponyme Limouzinière est assez répandu en Vendée (1). Certains ont cru trouver son origine dans le mot : *Elemosinaria*, aumônerie ; d'autres pensent que ce terme est une survivance des *Lemovices armoricani*, ou encore soutiennent la thèse d'une colonie limouzine, émigrée vers l'Ouest.

Superficie : Minuscule commune de 580 ha ; composée surtout de schistes anciens et limités

(1) La Limouzinière (Loire-Atlantique) prend son nom d'une aumônerie, fondée au xi^e s. par les religieux de l'abbaye de Tournus (Chanoine Durville, *Bull. de la Société archéologique de Nantes*, 1933) ; nom d'un château à Ardeley ; de village à Chauché, Bazoges-en-Pareds, Montournais, Simon-la-Vineuse, Saint-Georges-de-Montaigu, la Tardière, le Boupère, Saint-Mesmin, etc.

par trois rivières ; le Marillet, l'Oriou et le Boireau ou Battreau ; altitude moyenne : 50 m.

Population : A la fin du xvii^e s. : 34 feux, puis 31 en 1770 ; 291 h. en 1836 ; 312 h. en 1901 ; 184 h. en 1936 ; 201 h. en 1946 et 169 h. en 1954.

Le bourg : 42 h. en 1901 ; 25 h. en 1946 et 25 h. en 1954.

Population essentiellement agricole : 94,5 % en 1946 ; sur 40 immeubles environ, 36 sont des exploitations agricoles.

Histoire : Fief et seigneurie tenue sous l'hommage des seigneurs du Plessis-Tesselin, qui la possèdent au xv^e s. : aveu rendu à la Chaize-le-Vicomte, le 31 mai 1532, par dame Françoise Gourdeau, veuve de Jehan Templerie, esc., pour raison des hôtels et dépendances du Plessis-Tesselin et de la Limouzinière ; autres aveux des 3 mars 1573 et 23 mai 1579 par René Lingier, esc.

Le 10 juillet 1606, aveu par Jacques Lingier, s^r du Plessis-Tesselin, « pour mon fief de la Limouzinière qui passe tout au travers le bourg et paroisse dudit lieu, qui tient d'une part au fief de la Poytevinière et pré de Beauchesne, d'autre au chemin conduisant de la Bougrière à la Partière, d'autre de la rivière qui descend de la Gandouynière au moulin à eau de Beauchesne, d'autre à la rivière qui descend du Rond-Gandouin au point Estourneau, et d'autre au fief Furet, au dedans lesquelles confrontations sont la maison de la Privoisière..., l'église, le bourg, cimetière et cure de lad. Limouzinière..., des héritiers de feu Pierre Gaillard... et un lopin de terre appelé Beauvoir que le curé de lad. Limouzinière dit tenir à franche aumosne que lesquelles choses je n'ay accoutumé à prendre aucun service... item le curé de lad. Limouzinière étoit accoutumé à prendre le quart de mes terrages que j'ay laissé lever à condition qu'il doit entretenir une lampe ardente perpétuellement en l'église dudit lieu et en outre doit dire une

messe des trepassés tous les lundys et vespres aussy des trepassés tous les dimanches et non autrement... ».

« Item je suis le premier et m'appartient toutes les prééminences en l'église de lad. Limouzinière, comme droict de sépultures... bancs, le premier au pain bénit et autres honneurs qui dépendent des sérémonies de l'église ».

« Je les tiens avec juridiction basse et autres selon la coustume du Poitou, et ai droit de fuye, garenne et estang, item droit d'avoir un pal ou potteau audit bourg de la Limouzinière pour punir les blesfamateurs et malfaiteurs, et le droit de vante et ravage des choses qui se vendent et prévoient, et assemblés qui se tiennent audit bourg de la Limouzinière, ensemble droict de prisons à l'espace de huict jours, après lesquels suis tenu de représenté à votre baronnie... » (Chartier du Plessis-Tesselin, t. I).

En 1690, le marquis de la Chaize-le-Vicomte conteste au s^r du Plessis-Tesselin l'ensemble de ces droits et prérogatives qu'il prétend tenir de ses auteurs depuis un temps immémorial ; mais il en est débouté par un arrêt du parlement de Paris, du 6 août 1695 (*id.*, t. II).

L'existence de l'église de la Limouzinière (dédiée à Notre-Dame) remonte dès le x^e s. ; lors de la consécration de Saint-Nicolas de la Chaize-le-Vicomte au mois de décembre 1099, Herbert, V^{te}, la donne aux moines qu'il avait installé à Saint-Nicolas (1). Petit édifice roman, menaçant ruine à la fin du x^{vii}^e s., elle est incendiée par les Co-

(1) Le revenu de la curé de la Limouzinière était estimé de 450 l. vers 1789. Prieurs de la Limouzinière : Guillaume Ozelet (xv^e s.) ; Hélyas de la Noue, 1533-1534 ; Maturin Gilloyzeau, 1599-1642 ; Jacques Poëron, 1644-1672 ; Mathurin Gouraud, 1673-1675 ; Nicolas Bégaud, 1675-1695 ; Michel Rouault, 1695-1711 ; René Cornuau, 1712-1715 ; Mignon, 1715-1722 ; François Dautour, 1723-1736 ; Cherbonnel, 1737-1767 ; Jean Thibaudeau, 1767-1778 ; Jacques Raimbert, 1779-1792.

lonnes infernales (mars 1794), abandonnée — ses ruines se voyaient encore vers 1875 — et jamais reconstruite. La paroisse n'ayant pas été rétablie après le Concordat, la Limouzinière est rattachée quand au spirituel à la paroisse Saint-Nicolas de la Chaise.

Sous l'ancien Régime, la Limouzinière dépend du ressort de l'élection de Fontenay-le-Comte et de la subdélégation de Luçon. Commune du canton de la Chaize-le-Vicomte en 1790, puis de la Roche-sur-Yon après l'an VII.

Maires : Modeste Rouvière, 1790 ; Pierre Grelhier, agent municipal, an II ; Joseph Bordier, id., an VI ; Jean Rouvière, an IX ; Philippe Vexiau, 1815 ; Charles-Louis Caillaud, chev^r de Saint-Louis, 1815 ; Louis Martin, Géomètre, 1818 ; Edouard Goupilleau, 1843 ; Joseph Brethomé, 1863 ; Fredinand Désamy, 1871 ; Léon Goupilleau, 1892 ; Pierre Gachet, 1902 ; Aimé Martineau, 1919 ; Eugène-Léon Robin, depuis 1933 ; Léon Robin, fils 1959.

Anciennes familles et célébrités : Plusieurs familles nobles se sont succédé à la Limouzinière : MARESCHAL, de la GUÉRINIÈRE et de MERNARD, aux Ardias ; du VERGIER, de VILLÈNEUVE, BODIN, BUOR et BAUDRY d'ASSON, à la Vergne-Gestin ; les BOISSON, à la Juraire, etc. (XV-XVIII^e s.).

Familles bourgeoises : COUSTURIER, à la Roblinière (XVI^e-XVIII^e s.) GOUPILLEAU, aux Ardias ; MARTIN, à la Juraire ; et GENNET, AUJARD et BOUSSEAU, à la Vergne-Gestin (XI^e-XX^e s.).

Moïse POIRAUD, (né le 20 juillet 1872 aux Ardias, † 1929), connu sous le pseudonyme de Jehan de la Chesnaye, folkloriste et collaborateur de la Revue du Bas-Poitou.

BIBLIOGRAPHIE. — Eugène Louis, *La Limouzinière* (An. Soc. d'Em., 1875) ; H. Bourgeois, *la Limouzinière* (Vendée historique, 1903, pp. 297-302) ; L. Soubeyran, *Paroisse Notre-Dame de la Limouzinière* (Archives du diocèse de Luçon, *Mélanges*, t. II, pp.

405-409) ; L. Soubeyran, *Essai d'histoire locale, la Limouzinière* (An. de la Soc. d'Em., 1955-1956, 1959).

Linaudière. — Cne de Chaillé-les-Ormeaux, ff.

Linaudière. — Cne de Saint-Florent-des-Bois, vill. — L'*Inaudière*, fief et hôtel noble tenu sous l'homage de la Bastarderaie (à Fougeré), et ayant droits de fief, basse justice « selon que les auteurs dudit seigneur sont accoutumés à rendre et jouir ».

En 1477, Nicolas Gueffart, s^r de la Jousselinière et de Linaudière, reçoit, à cause du fief de la Belle, les cens qui lui sont dus à la fête de Noël à Linaudière et en la ville de la Chaize-le-Vicomte. Il sert à l'arrière-ban des nobles du Poitou en 1488 et 1489, et est désigné pour la garde du château de la Chaize-le-Vicomte. En 1505, René Gueffart, s^r de la Jousselinière, rend aveu pour Linaudière et également du Fief-Au-Roy avec une sergentise féodale à la Chaize. — Pierre Gervier, s^r de la Proustière, devient sgr de Linaudière, à la suite d'un échange avec les héritiers de René Gueffart. Il reçoit, les 6 novembre 1632 et 1^{er} novembre 1633, quittances de Louis Buor, s^r de la Jousselinière, pour différentes sommes qui lui sont dues en raison de l'acte d'échange intervenu entre les parties et passé à la Roche-sur-Yon par Girard et Modurière le 26 septembre 1631 (Beauchet-Filleau, t. iv, p. 104, 468-469) (1).

(1) Les archives de Mme de Virsay, née Morisson de la Naulière contiennent un bon nombre de documents relatifs à Linaudière : le 1^{er} février 1643, Pierre Gervier, s^r de la Proustière et de Linaudière, demeurant en ce dernier lieu, passe accord avec le curé et les habitants de Saint-Florent-des-Bois (parmi ceux-ci : Charles Joubert, s^r du Plessis-Tesselin, René de Sallo, dame Suzanne de Saligné, René Goion, Gilles Espinasseau, Etienne Lamoureux, Salomon du Jardin, s^r de Saint-Germain) au sujet des droits de banc et sépulture dans l'église de Saint-Florent « que led. Gervier avait pour ses biens », privilège qui lui est conservé à lui

Jean Gervier, esc., s^r de la Proustière (V. ce mot) et de Linaudière, rend aveu pour cette dernière terre en 1663 et est maintenu noble le 23 septembre 1667 par M. de Barentin. Il laisse de Jacquette Espinasseau, sa femme, plusieurs enfants.

Jean Gervier, s^r de Linaudière (fils du précédent), épouse, devant Fradet, notaire du duché de Retz, le 7 juillet 1709, Marie-Thérèse Le Forestier, et meurt à Linaudière le 15 mars 1721. L'inventaire de ses meubles et effets est dressé le 22 mai 1721 par Duval, n^{re} à la Chaize. On y trouve notamment « un sac dans lequel sont les titres qui prouvent la noblesse dud. deffunt » et « le papier journal dud. feu s^r de Linaudière, contenant 244 pages entièrement écrites depuis le mois d'octobre 1713 ».

Linaudière échut à sa fille aînée : Marie-Jeanne Gervier, mariée à Luçon le 19 août 1738 avec Yves-François-Gabriel de Rorthays, s^r de Bourgneuf, et † à Linaudière le 29 novembre 1782, âgée de 72 ans. Leur fille unique, Marie-Louise-Françoise de Rorthays, épouse en l'église de Saint-Florent, le 5 juillet 1774, Joseph-Claude-Léon Saignard de Saint-Pal, le futur chef ven-

et à sa postérité, moyennant une rente. Le 1^{er} juin 1655, reconnaissance d'une dette par Jean Gervier, s^r de la Proustière, demeurant à Linaudière, envers Jean Villeneau, s^r de la Nouette, du village de Fougeré. Il avait épousé suivant contrat du mois de mai 1653 Jacquette Espinasseau, fille de Gilles, s^r de la Jolivetière, et recevait quittance, le 24 mai 1662, de m^{re} Mathurin Chaillou, régent pour le paiement de la pension de Michel Gervier, son fils aîné. En 1671, requête de dame Jacquette Espinasseau, veuve dudit Jean Gervier, où elle déclare que son mari est † le 14 janvier de la même année, laissant deux fils et trois filles. En 1469 : Etienne Lamoureux, s^r de la Viollière, et N... Regnaud, sa femme, demeurent au village de Linaudière, lui † en 1658. Assises de Linaudière tenues le 31 juillet 1655 par n. h. François de la Garde, s^r de la Rousselière, sénéchal (Invent. communiqué par M. Joseph Beauchet-Filleau, Chef-Boutonne, 21 janvier 1959).

déen de l'armée du Centre, Mariage, peut-être heureux au début, mais troublé dans la suite par les dilapidations du mari, par ses mauvais rapports avec sa femme et sans doute aussi par un libertinage plus délicat à dévoiler (1). — Il en naquit cependant deux filles, dont l'aînée, Anne-Henriette, survécut seule, et épouse, à Saint-Florent, le 5 complémentaire an ix, Honoré-Benjamin de Morisson de la Nauillière.

Après la Révolution, Saint-Pal et sa femme se retirent à Linaudière. Lui mourut vers 1809, et elle, le 6 janvier 1820, vers les 5 h. du soir.

M. et Mme de Morisson eurent sept enfants : l'aînée, Marie-Anne-Honoré-Charlotte, mariée à Joseph-Alexandre Allaire de la Mesguière, vécut à la Lardière de Chaillé-sous-les-Ormeaux, et laissa une fille, qui a laissé postérité, seule descendance connue de Saint-Pal ; une autre Henriette-Joséphine-Céline épouse en 1837 — malgré le consentement de ses parents —, Jean Magou, simple domestique à Linaudière, et mourut l'année suivante en couches ; une troisième, Augustine-Adélaïde, installée au Tablier, † sans alliance en 1865 ; un frère, Benjamin-Victor de Morisson, percepteur des contributions directes à Chevillon (Hte-Marne), semble † sans alliance.

Le 31 juillet 1850, devant Guitton, n^{re} à la Roche-sur-Yon, Anne-Henriette Saignard de Saint-Pal, veuve de Benjamin-Honoré de Morisson, demeurant au bourg du Tablier, cédait au D^r Mathurin-Nicolas Buet et à Joséphine Viaud, son épouse, demeurant ensemble à Mareuil, son domaine de Linaudière, comprenant alors une vieille maison bourgeoise, une borderie et la métairie, dite de la Mercerie, le tout se joignant (28 ha. 70 a.), pour la somme de 30.000 fr.

1) Voir sur la vie de Saint-Pal et l'enlèvement de sa femme, réfugiée dans un couvent de Luçon, peu avant la Révolution : Loquet, *Le seigneur de Saint-Pal dans sa vie privée et publique*, An. Soc. d'Em., 1909.

D'autres métairies à Linaudière (1) appartenaient : l'une (37 ha), à Rosalie Joussemet, veuve Bacqua ; vendue par sa fille, M^{me} Savin, le 6 avril 1854, au s^r Louis Pillet, p^{re} à Saint-Florent-des-Bois (Gauducheau, n^{re} à Saint-Florent-des-Bois), propriété Pillet en 1911 ; une autre (29 ha), propriété de Godet, receveur de l'enregistrement à Mareuil, vendue, le 4 mars 1837, à Jean-François Giraudeau (Guitton, n^{re}), appartenait en 1915 à Gaston Giraudeau, p^{re} à Saint-Florent. Actuellement au D^r Péaud.

Lion-d'Or (le). — Cne de la Chaize-le-Vicomte, ancienne auberge (xviii^e s.).

Litardière. — Cne d'Anbigny. — Cité par Cassini, près de la Grondinière.

Livraie (la). — Cne d'Aubigny. — La *Rivraye* (xvi-xviii^e s.), la *Livraye* (Et.-Maj.).

Le 16 août 1616, Charles Prévost, esc., s^r de la Motte, et Jacqueline Marin, son épouse, demeurant au lieu de la Gangnollière, p^{sse} de Gorges, vendent à Louis Maistre, s^r de la Papinière, la métairie de la Riveraye, sise paroisse d'Aubigny. Le 5 mars 1618, Louis Maistre échange à son beau-frère et sœur, Paul Robert, esc., s^r de la Rochette, et Jacqueline Maistre la métairie de la Porte, près de l'hôtel de Bonnefond, p^{sse} d'Aizenay, que le s^r de la Rochette évait également

(1) Dans un partage entre les enfants de Daniel de Rorthays et de Céleste Aymon, sa femme, le 9 sept. 1721, on trouve dans l'estoc d'Aymon : « La moitié de la métairie de Linaudière, p^{sse} de Saint-Florent-des-Bois, venant de la succession de M. du Fief-Prévisière, estimé 50 l. de rente — l'autre moitié ayant été prise à rente par nos père et mère avec les bestiaux qui étaient dessus de M. de Pudry-Luchet pour M. son fils (mineur) à la même raison de 50 l. par an ». Cette moitié de Linaudière va à Anne de Rorthays, mariée après 1721 à Henri de la Guérinière, s^r des Ardias, puis Charles Bodin, s de Saint-Bris (Communication de M. Gilles de Maupeou.

aroissien de Luçon

Très complet
MAISON MAME

L'O. R. E. C. O.

Coopérative Vestimentaire pour le Clergé

32, rue Maréchal-Joffre
LA ROCHE-SUR-YON

Magasin ouvert tous les jours (après-midi)

Société Générale

Toutes opérations de banque et de bourse

Agences de LA ROCHE-SUR-YON
FONTENAY-LE-COMTE
LUÇON, LES SABLES-D'OLONNE

COUVERTURE — CHAUFFAGE — SANITAIRE

ELECTRICITE — REFRIGERATION

Installation grandes cuisines et buanderies pour **COLLECTIVITES**

JUSSEAUME & ETourneau

Rue du Chapeau-Rouge, NANTES

Tél. 112-38-143-57

Le Gérant : H. REZEAU.

Dépôt légal (4^e trimestre 1961) N° 254

Evêché de Luçon